

S N C F

Service du Contentieux

3751708/2

4738-1940>

DOCUMENTS DIVERS

SUR LES AFFECTES SPECIAUX, les " SANS AFFECTATION "

les "EN AFFECTATION RESERVEE"

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 93/BM

M. le Secrétaire Général.

A titre de renseignement

(suite à ma note n° 83/BM du 15 courant).

30/4/1938.

P. Le Directeur du Service Central du Personnel,

Le Chef de la Division
de l'Administration du Personnel

Paris, le 30 avril 1938.

11 MAI 1938

S N C F

SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF

88, RUE SAINT LAZARE

PARIS 9^e

(de l'Est
du Nord
de l'Ouest
du Sud-Est
du Sud-Ouest,

NOTE pour MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

M. le Directeur des Services Financiers,

M. le Directeur du Service des Approvisionnements, Commandes
et Marchés.

M. Renouard
27

La présente Note a pour objet de fixer dans leurs grandes lignes, en attendant la mise au point d'instructions plus détaillées, les conditions dans lesquelles sera réalisée l'administration du personnel au point de vue militaire, de façon à permettre aux Régions de prendre, dès maintenant, s'il y a lieu, les dispositions utiles, en vue, notamment, de la constitution d'un fichier militaire dans les différents Arrondissements (ou Circonscriptions assimilées) (1).

Toutes instructions contraires aux prescriptions qui suivent seront annulées à la date du 1^{er} juillet 1938.

FICHES DE SITUATION MILITAIRE.

Pour chaque agent ayant satisfait aux obligations d'activité de la loi sur le recrutement de l'Armée, qui est admis ou réadmis dans le cadre permanent (agents majeurs à l'essai et agents commissionnés), il est établi une fiche de situation militaire (modèle A) :

- d'une part, par l'Arrondissement;
- d'autre part, par le Service Central du Personnel (Bureau Militaire).

(1) - Le terme "Arrondissement" sera employé dans la présente Note pour désigner les Services Centraux de la S.N.C.F. administrant directement leur personnel (Services Financiers, Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés) et les Subdivisions ou Circonscriptions administratives des Régions assimilées aux Arrondissements.

Les renseignements d'ordre militaire à faire figurer sur cette fiche doivent être pris sur le livret individuel et le fascicule de mobilisation qui sont retirés à l'agent au moment de l'admission ou de la réadmission dans les cadres et communiqués au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) à l'aide d'un bordereau (*modèle B*).

Les cases ménagées à la partie supérieure de la fiche modèle A (*recto*) sont destinées à recevoir les indicatifs des situations militaires successives dans lesquelles l'agent pourra se trouver pendant toute sa carrière administrative, savoir :

- O.R. si l'agent est officier de réserve;
- G⁵ si l'agent est affecté dans les réserves du Centre de mobilisation du Génie n° 5;
- G¹⁵ si l'agent est affecté dans les réserves au Centre de mobilisation du Génie n° 15;
- P.A. si l'agent est titulaire du brevet militaire de pilote d'avion;
- E. si l'agent est exempté et appartient à une classe de mobilisation soumise aux obligations militaires;
- R.D. si l'agent est réformé définitivement et appartient à une classe de mobilisation soumise aux obligations militaires;
- R.T. si l'agent est réformé temporairement et appartient à une classe de mobilisation soumise aux obligations militaires;
- S.A. si l'agent est placé dans la position "sans affectation";
- L. si l'agent est dégagé de toute obligation militaire;
- A.D./30 si l'agent est placé en appel différé (*pour une durée de 30 jours dans l'exemple donné*);
- A.S. 1 si l'agent est classé dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 1;
- A.S. 2 si l'agent est classé dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2 pour une durée illimitée;
- A.S.2/90 si l'agent est classé dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2 pour une durée limitée (*90 jours dans l'exemple donné*).
- M. si l'agent est mobilisable et n'appartient à aucune des catégories ci-dessus.

L'indicatif figurant sur la fiche modèle A doit être rayé et remplacé par un autre indicatif approprié dès que l'agent change de situation

militaire, à moins que deux indicatifs soient nécessaires pour caractériser la situation militaire de l'intéressé (*Exemples : officier de réserve classé dans l'affectation spéciale; réserviste du Centre de mobilisation du Génie n° 5 placé en appel différé*).

Il est constitué autant de fichiers qu'il existe de situations militaires.

A l'échelon "Arrondissement" les fiches sont, dans chaque fichier, groupées par classe de mobilisation, puis, dans chaque classe, placées, soit dans l'ordre alphabétique, soit dans tout autre ordre permettant de fournir aisément les renseignements statistiques susceptibles d'être demandés.

Dans les Arrondissements qui possèdent déjà un fichier militaire, les fiches modèle A pourront n'être établies que pour les agents nouveaux.

MUTATIONS.

Donnent lieu à mise à jour des fiches de situation militaire modèle A, tant à l'échelon "Arrondissement" qu'au Service Central du Personnel, les principales mutations énumérées ci-après, pouvant survenir dans la situation militaire ou administrative des agents :

A - MUTATIONS AFFECTANT LA SITUATION MILITAIRE.

- 1° - le changement d'affectation pour le cas de mobilisation, lorsque ce changement entraîne le passage de l'agent d'une situation militaire dans une autre;
- 2° - le changement de grade;
- 3° - le changement de classe de mobilisation;
- 4° - le passage du service armé dans le service auxiliaire (ou inversement);
- 5° - la mise à la réforme (*définitive ou temporaire*);
- 6° - le passage de la situation de réforme temporaire dans le service auxiliaire ou le service armé;
- 7° - la libération définitive;
- 8° - en ce qui concerne les officiers de réserve, la démission du grade, la radiation des cadres ou l'admission à l'honorariat;
- 9° - en ce qui concerne les pilotes aviateurs, la radiation des contrôles du personnel navigant de l'Aéronautique.

B - MUTATIONS AFFECTANT LA SITUATION ADMINISTRATIVE.

- 1° - la radiation des contrôles du personnel de la S.N.C.F. (mise à la retraite, démission, décès, etc...);
- 2° - la mise en disponibilité ou en congé sans solde pour une durée de trois mois ou de plus de trois mois;
- 3° - le détachement dans une Administration ou un Organisme quelconque (Chemins de fer algériens, Chemins de fer du Maroc, etc...);
- 4° - le changement d'Arrondissement, de grand Service (E., M-T, V-B, etc...) ou de Région;
- 5° - tous les changements d'emploi ou de résidence administrative, dans le cas seulement où l'agent appartient à la catégorie O.R., G⁵., ou G¹⁵. (1)

Donnent lieu également à mise à jour des fiches modèle A tenues à l'échelon "Arrondissement" et ce, quelle que soit la situation militaire des agents :

- 1° - les changements d'emploi;
- 2° - les changements de résidence administrative survenant à l'intérieur d'un Arrondissement.

Lorsqu'un agent passe dans un autre Arrondissement, dans un autre Service (E., M-T., V-B., etc...), dans une autre Région, ou se trouve rayé des contrôles du personnel, sa fiche modèle A est jointe à son dossier personnel, de façon à être soit transmise au nouvel Arrondissement, soit conservée dans les archives.

Les agents sont tenus de signaler sans délai à leur Chef local tous les changements qui sont apportés à leur situation militaire, notamment la remise, par l'intermédiaire de la Gendarmerie, de nouveaux fascicules de mobilisation.

Le Chef local porte ces changements à la connaissance du Chef d'Arrondissement par l'envoi d'avis de mutation (modèle C) établis sur le vu de

(1) - On considérera à cet égard comme changement d'emploi, le fait pour un agent réserviste du C.M.G. n° 5 ou du C.M.G. n° 15 employé comme Chauffeur, d'être autorisé à la conduite des locomotives ou de se voir retirer cette autorisation.

pièces officielles (*livret individuel, fascicule de mobilisation, etc...*).

CES PIÈCES DOIVENT ÊTRE RESTITUÉES SÉANCE TENANTE AUX AGENTS.

Après mise à jour des fiches modèle A, le Chef d'Arrondissement transmet directement au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), sous pli de service, les avis de mutation. Toutefois, ceux intéressant les officiers de réserve sont adressés au dit Service du Personnel (*Bureau Militaire*) par l'intermédiaire du Chef du Service.

Bien entendu, lorsque le changement de situation militaire d'un agent a été notifié à l'intéressé par l'intermédiaire du Service Central du Personnel et de l'Arrondissement, le Chef local n'a pas à remplir, dans ce cas, d'imprimé modèle C.

Les mutations affectant la situation administrative des agents sont signalées au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) au moyen de l'imprimé modèle C rempli par le Chef d'Arrondissement.

APPEL DIFFÉRÉ. (1)

Les propositions de mise en appel différé sont établies à la diligence des Chefs d'Arrondissement, conformément aux instructions ministérielles en vigueur et d'après les règles particulières données par le Directeur de l'Exploitation ou par le Chef du Service. Elles peuvent être présentées à toute époque de l'année (*en principe, tous les mois*), sous forme d'un bordereau nominatif (*modèle D*), adressé au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) en deux exemplaires, auquel doivent être joints les livrets individuels et les fascicules de mobilisation des agents proposés.

Un bordereau distinct est établi :

- 1° - pour les propositions concernant les agents des échelles 13 à 18 et les fonctionnaires et agents hors-statut ou titulaires d'un grade d'officier de réserve;
- 2° - pour les propositions concernant les agents des échelles 12 et inférieures.

Les propositions concernant les agents de la 1^{ère} catégorie sont soumises au Chef du Service avant d'être transmises au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*); celles concernant les agents de la 2^{ème} catégorie

(1) - L'appel différé ne concerne actuellement que les Régions de l'EST, du NORD et du SUD-EST.

sont adressées directement au dit Service Central.

Les décisions prises par l'autorité militaire sont notifiées aux agents par la voie administrative. Des avis établis par le Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) sont, à cet effet, envoyés aux Chefs d'Arrondissement (*par l'intermédiaire du Chef du Service lorsque la décision se rapporte à un agent dont la proposition de mise en appel différé lui a été soumise*) :

- avis modèle E pour les décisions de mise en appel différé;
- avis modèle F pour les décisions de refus de mise en appel différé.

Les avis modèle E sont remis aux agents; les avis modèle F sont notifiés aux intéressés et classés dans leur dossier personnel.

Au passage des avis modèles E et F, les fiches de situation militaire doivent être annotées en conséquence.

Lorsqu'un agent placé en appel différé reçoit, par l'intermédiaire de la Gendarmerie, un fascicule de mobilisation correspondant à sa nouvelle situation militaire, il est tenu d'en rendre compte à son Chef local à qui il restitue l'avis modèle E qui lui avait été précédemment délivré; le Chef local établit alors un avis de mutation modèle C et adresse cette pièce ainsi que l'avis modèle E à l'Arrondissement. Le Chef d'Arrondissement complète comme il convient la fiche modèle A de l'agent et transmet, sous pli de service, au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) les imprimés modèles C et E.

Tout agent inscrit sur le contrôle du personnel placé en appel différé doit en être rayé dans les cas suivants :

- a) s'il cesse de faire partie du personnel de la S.N.C.F. ;
- b) s'il est nommé dans un autre Service (*E., M-T., V-B., etc...*) ou dans une autre Région à un emploi ne comportant pas la mise en appel différé;
- c) lorsque l'emploi qu'il occupe dans son Service ne justifie plus son maintien en appel différé;
- d) s'il est mis en disponibilité ou en congé sans solde pour une durée de trois mois ou de plus de trois mois;
- e) s'il est détaché dans une Administration ou un Organisme quelconque (*Chemins de fer algériens, Chemins de fer du Maroc, etc...*);
- f) lorsqu'il est classé dans l'affectation spéciale;

- g) lorsque, en raison d'un changement (*autre que le classement dans l'affectation spéciale*) survenu dans sa situation militaire, son maintien en appel différé n'est plus possible ou devient sans objet.

Chaque mutation⁽¹⁾ entraînant la radiation d'un agent des contrôles de l'appel différé donne lieu à établissement d'un avis modèle C.

Si un agent est rayé des contrôles de l'appel différé avant d'avoir reçu un fascicule de mobilisation correspondant à sa situation militaire, le Chef local doit lui retirer l'avis modèle E et joindre cette pièce, pour annulation, à l'imprimé modèle C.

En ce qui concerne les mutations visées au paragraphe b), la radiation n'a d'effet immédiat que pour le Service ou la Région qui perd l'agent mais elle n'est signalée par le Service Central du Personnel à l'autorité militaire qu'à la demande du nouvel Arrondissement si ce dernier estime que l'emploi de l'intéressé ne justifie plus son maintien en appel différé. Toutefois, quel que soit le nouvel emploi auquel l'agent est nommé, l'Arrondissement cédant doit adresser au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) un avis de mutation modèle C.

AFFECTATION SPÉCIALE.

Comme pour l'appel différé, les propositions de classement dans l'affectation spéciale sont, exception faite pour les agents titulaires d'un grade d'officier de réserve, établies par les Chefs d'Arrondissement, qui se conforment, d'une part, aux instructions ministérielles en vigueur, d'autre part, aux règles particulières données par le Directeur de l'Exploitation ou par le Chef du Service.

Ces propositions sont présentées le 15 du 2^{ème} mois de chaque trimestre au moyen d'un bordereau nominatif (*modèle D*) adressé au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) en deux exemplaires. A ce bordereau doivent être joints les livrets individuels et les fascicules de mobilisation des agents proposés.

Un bordereau distinct est établi :

- 1^o - pour les propositions concernant les agents des échelles 13 à 18 et les fonctionnaires et agents hors-statut;
- 2^o - pour les propositions concernant les agents des échelles 12 et inférieures.

(1) - Sauf le classement dans l'affectation spéciale.

Les propositions concernant les agents de la 1^{ère} catégorie sont soumises au Chef du Service avant d'être transmises au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*); celles concernant les agents de la 2^{ème} catégorie sont adressées directement au dit Service Central.

Les propositions de classement dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2, intéressant les officiers de réserve, ne doivent être présentées que par le Chef du Service ou par le Directeur de l'Exploitation; en aucun cas, elles ne doivent résulter d'un désir manifesté par les intéressés ou avoir pour objet de soustraire l'officier à ses obligations militaires dans les réserves. Chaque proposition doit être accompagnée :

- 1° - d'un rapport faisant ressortir les motifs impérieux susceptibles de justifier la demande aux yeux de l'autorité militaire;
- 2° - d'une déclaration dans laquelle l'agent doit spécifier s'il accepte ou n'accepte pas d'être placé hors-cadres en vue de son classement dans l'affectation spéciale.⁽¹⁾

Dès que le Service Central du Personnel est informé par l'autorité militaire de la décision prise à l'égard d'une proposition de classement dans l'affectation spéciale, il la notifie soit au Directeur de l'Exploitation, soit au Chef du Service, soit au Chef d'Arrondissement, suivant le cas, au moyen d'un avis individuel dont le modèle diffère selon qu'il s'agit :

- d'un agent dont la mise en affectation spéciale a été refusée (*modèle F*);
- d'un agent officier de réserve classé dans l'affectation spéciale pour une durée illimitée (*modèle F¹*);
- d'un agent officier de réserve classé dans l'affectation spéciale pour une durée limitée (*modèle F²*);
- d'un agent non officier de réserve classé dans l'affectation spéciale pour une durée illimitée (*modèle F³*);
- d'un agent non officier de réserve classé dans l'affectation spéciale pour une durée limitée (*modèle F⁴*).

(1) - Cette déclaration doit être faite également lorsqu'il s'agit d'une proposition de classement dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 1 (proposition d'incorporation dans une Section de Chemins de fer de Campagne) elle peut être présentée sous la forme suivante :

"Je soussigné... (nom et prénoms)...(grade)...de réserve du...(Corps, Service ou Centre de mobilisation d'affectation)...., consens (ou ne consens pas pour les motifs indiqués ci-après) à être placé hors-cadres en vue de mon classement dans l'affectation spéciale au titre de la Société Nationale des Chemins de fer français (ou de la ...^{ème} Section de Chemins de fer de Campagne).

A..... le.....

(Signature)

L'avis doit être communiqué à l'agent pour visa; il est ensuite classé à son dossier personnel.

Chaque avis individuel modèle F¹ F² F³ et F⁴, est accompagné d'un ordre d'appel établi par le Bureau Central de Recrutement de la Seine, destiné à être utilisé pour la convocation en temps de paix de l'affecté spécial intéressé. Cet ordre d'appel doit être conservé soigneusement par le Chef d'Arrondissement et ne pas être confondu avec l'ordre d'appel qui pourrait être établi ultérieurement, pour le même agent, au titre d'une Section de Chemins de Fer de Campagne.

Tout agent inscrit sur les contrôles de l'affectation spéciale doit en être rayé :

- a) s'il cesse de faire partie du personnel de la S.N.C.F.;
- b) s'il est nommé dans un autre Service (*E., M-T., V-B., etc...*) ou dans une autre Région, à un emploi ne comportant pas l'affectation spéciale;
- c) lorsque l'emploi qu'il occupe dans son Service ne justifie plus son maintien en affectation spéciale;
- d) s'il est mis en disponibilité ou en congé sans solde pour une période de trois mois ou de plus de trois mois;
- e) s'il est détaché dans une Administration ou un Organisme quelconque (*Chemins de fer algériens, Chemins de fer du Maroc, etc...*);
- f) lorsque, en raison d'un changement survenu dans sa situation militaire, son maintien en affectation spéciale n'est plus possible ou devient sans objet (*agent nommé officier de réserve, affecté à une formation de sapeurs de chemins de fer, réformé, libéré, etc...*).

Toute mutation entraînant la radiation d'un agent des contrôles de l'affectation spéciale donne lieu à établissement d'un avis modèle C auquel doit être annexé, pour annulation, l'ordre d'appel établi par le Bureau Central de Recrutement de la Seine. Exception est faite pour les agents qui, chaque année, ⁽¹⁾ sont libérés définitivement des obligations militaires avec leur classe et pour lesquels il est inutile d'établir un avis individuel modèle C; les ordres d'appel concernant ces agents sont adressés par les Arrondissements au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) sous simple bordereau numérique global.

En ce qui concerne les mutations visées au paragraphe b), la radiation n'a d'effet immédiat que pour le Service ou la Région qui perd l'agent mais

(1) - Actuellement, le 15 octobre.

elle n'est signalée par le Service Central du Personnel à l'autorité militaire qu'à la demande du nouvel Arrondissement, si ce dernier estime que l'emploi de l'intéressé ne justifie plus son maintien en affectation spéciale. Toutefois, quel que soit le nouvel emploi auquel l'agent est nommé, l'Arrondissement cédant est tenu d'adresser au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) un avis de mutation modèle C accompagné de l'ordre d'appel de l'intéressé.

Chaque agent classé dans l'affectation spéciale doit recevoir un fascicule ou un ordre de mobilisation correspondant à sa situation militaire.

Les fascicules de mobilisation sont établis, en principe, par le Bureau Central de Recrutement de la Seine (*Bureau administrateur des affectés spéciaux*) et, dans ce cas, sont adressés au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) qui les transmet à l'Arrondissement intéressé pour être remis aux agents.

Les ordres de mobilisation sont établis par les différentes autorités militaires qui administrent les affectés spéciaux titulaires d'un grade d'officier de réserve.

La remise par l'intermédiaire du Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*) d'un fascicule ou d'un ordre de mobilisation à un agent classé dans l'affectation spéciale, ne donne pas lieu à établissement de l'avis de mutation modèle C.

SAPEURS DE CHEMINS DE FER.

En vue d'assurer le recrutement des troupes de sapeurs de Chemins de fer, la S.N.C.F. remet tous les ans, le 10 mars, au Général Commandant la Brigade de Chemins de fer, la liste nominative des agents qui doivent être appelés sous les drapeaux dans le courant de l'année.

Pour permettre de dresser cette liste, les Chefs d'Arrondissement envoient au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), le 1^{er} mars de chaque année, une fiche de renseignements (*modèle G*) pour tous les agents sous leurs ordres, qui sont susceptibles d'être appelés normalement sous les drapeaux avant le 31 décembre (*jeunes gens du contingent, ajournés reconnus bons pour le service armé ou auxiliaire, sursitaire, omis, etc...*) et qui appartiennent aux catégories ci-après :

1° - agents du cadre;

2° - auxiliaires et journaliers employés d'une façon continue dans les Services actifs, à l'exception des employés de bureau.

Les agents qui ont accompli leur service militaire dans les troupes de sapeurs de Chemins de fer sont, en principe, affectés, dans les réserves, soit au Centre de mobilisation du Génie n° 5 (C.M.G. n° 5), soit au Centre de mobilisation du Génie n° 15 (C.M.G. n° 15) et ne peuvent, sauf cas exceptionnels, être classés dans l'affectation spéciale pendant les 14 années qui suivent leur passage dans la disponibilité. Ils sont, toutefois, susceptibles d'être placés en appel différé dans les limites fixées par l'autorité militaire.

Le nombre d'agents que les différentes Régions de la S.N.C.F. doivent fournir aux C.M.G. n°s 5 et 15 est déterminé par une Convention passée le 1^{er} septembre 1931 avec le Ministre de la Guerre.

Pour réaliser ces effectifs (*agents non officiers de réserve*), le Service Central du Personnel affecte d'office au C.M.G. n° 5 et au C.M.G. n° 15, dans la limite des effectifs prévus par la Convention pour chacune des spécialités énumérées dans le tableau n° 1^{bis} y annexé, tous les agents qui sont pourvus d'un fascicule de mobilisation établi au titre de l'un de ces Centres. Les agents qui se trouvent en surnombre dans un Centre ou dans une spécialité sont, compte-tenu :

- de l'emploi qu'ils exercent ou ont exercé dans les Chemins de fer,
- de l'instruction particulière qu'ils ont reçue dans les troupes de sapeurs de Chemins de fer,
- de leurs connaissances spéciales,

proposés à l'autorité militaire pour être versés soit à l'autre Centre, soit dans une autre spécialité. Ceux qui ne peuvent être l'objet d'une telle mutation sont, le cas échéant, proposés pour être classés dans l'affectation spéciale.

Quand les effectifs à fournir aux C.M.G. n°s 5 et 15 ne peuvent être atteints dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent, le Service Central du Personnel demande aux Services intéressés (E., M-T., V-B.) de désigner des agents affectés, soit à un Centre de mobilisation du Génie autre que les C.M.G. n°s 5 et 15, soit à une autre Arme ou classés dans l'affectation spéciale.

En cas de besoin, le déficit est, en dernier ressort, comblé par des agents inscrits précédemment sur les contrôles du Génie à la classe N-14 ou N-15 (*la classe N étant la dernière classe passée dans la disponibilité*).

Lorsqu'un Chef d'Arrondissement estime que le maintien dans le droit commun d'un agent affecté au C.M.G. n° 5 ou au C.M.G. n° 15 serait, en cas de mobilisation, préjudiciable à la bonne exécution des transports spéciaux, il en rend compte à son Chef de Service qui, s'il le juge à propos, demande au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), en fournissant toutes les justifications utiles, le classement de cet agent dans l'affectation spéciale. Le Chef du Service intéressé est informé de la suite donnée à sa proposition.

Tout agent pourvu d'un fascicule de mobilisation établi au titre du C.M.G. n° 5 ou du C.M.G. n° 15, qui n'appartient pas à un Service actif (*E., M-T., V-B.*) est, au point de vue de l'application de la Convention du 1^{er} septembre 1931, rattaché "pour ordre" à l'un de ces Services, compte-tenu de son instruction professionnelle ou de ses connaissances spéciales.

Dès que le Service Central du Personnel a connaissance qu'une vacance vient de se produire dans le cadre des officiers de réserve du C.M.G. n° 5 ou du C.M.G. n° 15, il demande, s'il y a lieu, au Chef du Service auquel appartenait l'agent rayé (*E., M-T., V-B.*) de désigner un remplaçant.

Le dossier du candidat est constitué par le dit Service du Personnel et communiqué, pour avis, au Directeur de l'Exploitation de la Région intéressée.

Si le remplaçant est trouvé parmi les agents des Services Centraux, le Service Central du Personnel propose le candidat. Ce dernier est, dès sa nomination, rattaché "pour ordre" au Service dans lequel la vacance s'est produite.

SECTIONS DE CHEMINS DE FER DE CAMPAGNE.

Pour permettre la mise à jour des contrôles nominatifs des agents incorporés dans les Sections de Chemins de fer de Campagne de 1^{ère} urgence dont les effectifs doivent être tenus constamment au complet et pour qu'il puisse être procédé aux nominations et aux promotions nécessaires, les Arrondissements de l'Exploitation, du Matériel et de la Traction, de la Voie et des

Bâtiments, font parvenir à leur Chef de Service, le 1^{er} de chaque mois, un imprimé modèle H pour signaler les mutations qui se sont produites dans le courant du mois précédent parmi les agents sous leurs ordres affectés à une Section de Chemins de fer de Campagne (*radiations, changements d'emploi, de résidence, etc...*) et proposer les agents susceptibles de combler ces vacances.

Des instructions spéciales du Commandant de Section fixent notamment, pour chaque Arrondissement, d'accord avec le Chef du Service, les effectifs à fournir dans les différents emplois à la Section.

Lorsqu'un Chef d'Arrondissement ne peut, avec les ressources de son Service, combler une vacance, il en rend compte au Commandant de Section, qui prend toutes dispositions utiles, d'accord avec le Chef du Service.

Aux états de mutation modèle H doivent être joints, en ce qui concerne les agents à rayer des Sections pour quelque motif que ce soit :

- les ordres de mobilisation des agents supérieurs,
- les ordres d'appel des agents supérieurs et secondaires⁽¹⁾.

Le 5 de chaque mois, les Chefs de Service (*E., M-T., V-B.*), transmettent au Commandant de Section, en formulant leurs observations s'il y a lieu, les états modèle H ainsi que les pièces qui y sont annexées.

A l'aide des renseignements qui lui sont donnés par les états mensuels modèle H, le Commandant de Section établit trimestriellement, sur des imprimés du même modèle, des états récapitulatifs des mutations intéressant l'ensemble de la Section.

Chaque état récapitulatif ne doit comprendre que des agents relevant du même Centre mobilisateur.

En outre, les agents relevant d'un même Centre sont portés sur des états distincts selon qu'il s'agit d'agents supérieurs (*1^{ère} partie*) ou secondaires (*2^{ème} partie*).

Les états établis par le Commandant de Section sont adressés, le 15 du dernier mois de chaque trimestre au plus tard, au Service Central du

(1) - Il s'agit ici des ordres d'appel établis spécialement en vue de la mise sur pied des Sections de Chemins de Fer de Campagne.

Mouvement. Ce Service les transmet, ainsi que les ordres de mobilisation des agents supérieurs, au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), avant le 20 du même mois.

Le Commandant de Section est chargé de faire annuler les ordres d'appel des agents supérieurs et secondaires ayant cessé d'appartenir à la Section.

Les états trimestriels de mutations des Sections de Chemins de fer de Campagne sont adressés à l'autorité militaire par le Service Central du Personnel, les 1^{ers} janvier, avril, juillet, octobre.

Aux mêmes dates, les Commandants de Section procèdent à l'établissement des notifications d'incorporation, de mutation ou de radiation destinées aux agents compris sur les états trimestriels.

Chaque notification comporte un accusé de réception que l'agent doit retourner, par la voie hiérarchique, au Commandant de Section.

L'établissement des ordres de mobilisation individuels et des fascicules de mobilisation modèle 20bis, qui sont délivrés par l'autorité militaire aux agents incorporés dans les Sections de Chemins de fer de Campagne, est poursuivi par le Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), qui en assure la remise aux intéressés. Ce même Service se charge également de faire établir de nouveaux fascicules ou ordres de mobilisation aux agents ayant cessé d'appartenir aux Sections de Chemins de fer de Campagne et qui sont maintenus dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2.

DISPOSITIONS DIVERSES.

RETRAIT DE PIÈCES MILITAIRES.

Chaque fois que, pour une cause quelconque (*établissement de la fiche de situation militaire, proposition de mise en appel différé, proposition de classement dans l'affectation spéciale, etc...*), le livret individuel et le fascicule de mobilisation sont momentanément retirés à un agent, il doit être délivré à l'intéressé, par le Chef local, une attestation (*modèle I*) qui justifie le retrait de ces pièces et en tient lieu provisoirement vis-à-vis de l'autorité militaire.

L'attestation est détruite par le Chef local quand le livret et le fascicule sont restitués à l'agent.

SITUATION NUMÉRIQUE.

Le 15 mars et le 15 juillet, les Arrondissements adressent :

1° - à leur Chef de Service,

2° - au Service Central du Personnel (*Bureau Militaire*), un état numérique (*modèle J*) donnant, à la date du 1^{er} du même mois, la répartition par classes et par catégories militaires des agents faisant partie du cadre permanent (*agents à l'essai et agents commissionnés*) ayant satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la Division
de l'Administration du Personnel.

LEZER.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

I^e DIVISION

Réf. : 251/B.M.

SNCF
SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF
88, RUE SAINT LAZARE
PARIS 9^e

1684
11 JANV 1939

Paris, le 6 JAN. 1939
88, rue Saint-Lazare (9^e)

Monsieur le Secrétaire Général,

WM - Renouard
9-1-39
7

Pour répondre au désir de l'autorité militaire, j'ai demandé à la date du 1^{er} janvier 1939, la radiation des contrôles de l'affectation spéciale et la réintégration dans les cadres d'un certain nombre d'agents titulaires d'un grade d'officier de réserve dont le maintien dans leur emploi du temps de paix en cas de mobilisation n'est pas apparu comme strictement indispensable.

Je vous serais obligé de vouloir bien examiner si, en échange des agents qui vont être ainsi reversés dans le droit commun, vous auriez quelques propositions à présenter concernant des fonctionnaires, officiers de réserve, dont la mise en affectation spéciale vous semble particulièrement indispensable.

Vous voudrez bien le cas échéant m'adresser ces propositions dans les conditions prévues par ma note n^o 93/B.M. du 30 avril 1938.

P. le Directeur du Service Central du Personnel,
Le Chef de la Division
de l'Administration du Personnel

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

2^{ème} DIVISION

N° 474/B.M.

Paris, le 20 juin 1939

M.M. les Chefs d'Arrondissement

Un décret en date du 15 mai 1939 a apporté des modifications aux tableaux des professions ou emplois pouvant comporter des affectations spéciales.

Conformément au tableau n° 2 annexé au dit décret, les emplois du service des chemins de fer sont répartis en deux catégories :

1^{ère} CATÉGORIE

- a) Personnel de direction, d'inspection et de contrôle,
- b) agents du mouvement,
- c) agents chargés de la conduite des engins de traction, de l'entretien et de la réparation du matériel roulant,
- d) agents chargés de l'entretien et de la réparation des voies, des appareils de signalisation et des installations fixes.

2^{ème} CATÉGORIE

- a) agents de manutention,
- b) manoeuvres non spécialisés,
- c) agents des bureaux administratifs.

Les agents qui, en temps de guerre, doivent occuper des emplois de la 1^{ère} catégorie peuvent être classés dans l'affectation spéciale quels que soient leur classe de mobilisation et le service (*auxiliaire ou armé*) auquel ils appartiennent.

Les agents qui, en temps de guerre, doivent occuper des emplois de la 2^{ème} catégorie ne peuvent être classés dans l'affectation spéciale que s'ils appartiennent au service auxiliaire (*toutes classes*) ou, s'ils sont du service armé, aux "classes intermédiaires" de la 1^{ère} réserve ou à la 2^{ème} réserve.

Les radiations de l'affectation spéciale qui résultent de ces nouvelles dispositions doivent être prononcées avant le 15 août prochain.

En conséquence, je vous prie de m'adresser, d'urgence, les pièces nécessaires à la radiation de l'affectation spéciale de TOUS les agents qui, appartenant aux "classes jeunes" de la 1^{ère} réserve (*service armé*) ne doivent pas occuper en temps de guerre un emploi de la 1^{ère} catégorie.

Sont actuellement comprises dans la catégorie des "classes jeunes" de la 1^{ère} réserve, les classes 1934 (*1^{ère} fraction*) à 1929 inclusivement.

A l'avenir, vous aurez à tenir compte des nouvelles conditions précitées pour la présentation de vos propositions de classement dans l'affectation spéciale.

Les fiches de situation militaire modèle A que vous m'adresserez à l'appui de ces propositions devront porter, après l'emploi du temps de paix de l'agent, l'indication, à l'encre rouge, de la FONCTION QUE L'INTERESSE EST APPELE A REMPLIR A LA MOBILISATION, cette fonction étant obligatoirement l'une de celles énumérées au 2^{ème} alinéa.

Exemples :

- N., Facteur-mixte (agent du mouvement)
- N., Chef de brigade d'ouvriers (agent chargé de la réparation du Matériel
Roulant)
- N., Aide ouvrier (agent chargé de l'entretien des appareils de signalisation)
- N., Expéditionnaire (Facteur enregistrant - agent du Mouvement)
- N., Manoeuvre (non spécialisé)

Les dispositions de la présente ne modifient en rien celles de mes lettres circulaires n° 296/B.M. et 333/B.M. des 24 janvier et 1^{er} mars 1939.

Je vous rapelle que les pourcentages fixés par ma lettre 333/B.M. du 1^{er} mars 1939 sont des MAXIMA et qu'il doit être bien entendu que vous ne devez pas proposer de mises en affectation spéciale en sus de vos BESOINS.

Enfin la comparaison entre vos BESOINS du temps de guerre et vos RESSOURCES doit être faite en tenant compte de l'utilisation de la TOTALITE des AGENTS RETRAITES mis à notre disposition par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1938.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la 2^{ème} Division Centrale du Personnel,

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
les Chefs de Service (E. - M.T. - V.B.)
les Directeurs des Services Centraux
les Secrétaires Généraux des Compagnies

Bh. B.

SOCIETE NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Direction Générale

Paris, le 3 Septembre 1939.

XIV

N° D 463.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Il conviendra, dès que les transports relatifs à la mobilisation générale auront été effectués, de prendre toutes mesures utiles en vue de réduire au minimum le nombre des agents qui devront être maintenus dans l'Affectation spéciale (tableau II) au delà du 3^{ème} mois de la mobilisation.

Ces mesures sont en particulier les suivantes :

1°- Les retraités qui appartenaient aux échelles statutaires et qui ont quitté le service depuis moins de 5 ans devront, comme il était prévu, être rappelés en totalité, sauf inaptitude physique ou intellectuelle, et sauf dérogations qui seraient à soumettre au Directeur Général.

2°- Il y aura lieu d'envisager en outre la réquisition des retraités qui, ayant quitté le service depuis plus de 5 ans, ont encore les aptitudes physique et intellectuelle suffisantes pour tenir un emploi et qui ne sont pas requis par ailleurs, soit dans une entreprise travaillant pour la défense nationale, soit dans un service de défense passive, soit dans une administration publique ou service public quelconque.

Le nombre des retraités susceptibles d'être requis dans ces conditions doit être assez élevé car le nombre total des agents qui ont quitté le service depuis plus de 5 ans est de 94.000 dont 42.000 retraités depuis moins de 10 ans.

3°- Il conviendra d'envisager l'embauchage d'auxiliaires du sexe féminin dans toute la mesure où ce personnel peut remplacer des agents du sexe masculin, notamment dans les emplois de bureau (gares notamment) et dans certains emplois des magasins ou des grands ateliers.

4°- Il conviendra enfin d'embaucher des auxiliaires non mobilisables (et non utilisés par d'autres Services ou industries) toutes les fois qu'ils pourront libérer des agents du cadre permanent mobilisables

Le Service Central du Personnel devra surveiller l'exécution des prescriptions ci-dessus.

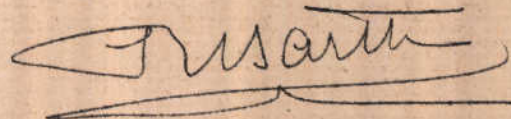
Par ailleurs, les tableaux de service devront être soigneusement révisés et strictement adaptés aux besoins en tenant compte notamment de ce que :

- la durée du travail se trouve portée de 45 à 60 h. de travail effectif, alors que nous disposions déjà d'excédents d'effectifs sous le régime des 45 h.
- l'activité de certains Services doit être ralentie (Service Commerciaux, Services d'études,)
- certains travaux d'entretien des installations fixes et du matériel roulant peuvent être ralentis.

Les Services Centraux du Mouvement, du Matériel et des Installations Fixes sont chargés de donner aux Régions les directives nécessaires pour l'évaluation de leurs besoins futurs.

Les agents dont la réévaluation de nos besoins et les embauchages indiqués ci-dessus permettront de ne pas renouveler l'affectation spéciale devront être choisis en commençant par les classés les plus jeunes.

Pr Le Directeur Général,
le Directeur du Service Central
du Personnel,



Service Central
du
Personnel

N° 552 BM.



Paris, le 13 Septembre 1939.

XIV

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre du 3 Septembre, je vous ai fait connaître qu'il y avait lieu de procéder à une réévaluation de vos effectifs nécessaires et que, d'autre part, l'utilisation au maximum d'agents retraités et d'auxiliaires devait permettre une réduction du nombre des agents à maintenir dans l'affectation spéciale (tableau II).

Par lettre du 9 Septembre 1939, je vous ai fait connaître qu'il y avait lieu de compter dans vos ressources les agents supérieurs et secondaires des Sections des chemins de fer de campagne de 2° urgence.

Par lettre du 10 Septembre, enfin, je vous ai fait connaître que le renouvellement des affectations spéciales de moins de 3 mois ne pourrait porter que sur quelques unités.

Je vous précise aujourd'hui :

1°- qu'il n'y a plus lieu de tenir compte des propositions de classement dans l'affectation spéciale actuellement en instance : l'Autorité Militaire, en effet, ne donnera pas suite à ces propositions;

2°- que de nouvelles propositions d'affectation spéciale ne pourront être présentées que dans des cas tout à fait exceptionnels; elles devront être transmises par le Chef du Service Régional qui en adressera un exemplaire au Directeur de l'Exploitation, en donnant copie au Directeur du Service Central Technique intéressé. Le Directeur de l'Exploitation et le Directeur du Service Central technique transmettront ces propositions avec leur avis au Directeur du Service Central du Personnel qui saisira éventuellement le Commissaire Militaire.

3°- qu'il ne peut être présenté de propositions de prolongation de l'appel différé, car l'Autorité Militaire compte sur les agents mis en appel différé et ne peut envisager de désorganiser les unités dont elle a prévu la constitution à l'aide des agents disponibles le 31° jour.

Il conviendra, par contre, de demander le renouvellement des mises en affectation spéciale qui ont été prononcées pour un délai de 3 mois (ou pour une durée illimitée, mais qui, conformément au décret du 15 Mai 1939, ne sont, sauf renouvellement, valables que pour une période de 3 mois).

.....

J'envisage, à cet égard, l'adoption des règles suivantes :

1°- Aucun agent des grades ci-après ne pourra être maintenu dans l'affectation spéciale : manoeuvre, surveillant de ronde, chef surveillant de ronde, planton, concierge, garçon de bureau, brigadier des garçons de bureau, aide classeur, classeur, classeur principal, expéditionnaire.

2°- Aucun agent des grades ci-après ne pourra être maintenu dans l'affectation spéciale s'il appartient à une classe de la première réserve : homme d'équipe, facteur aux écritures, commis de 2° classe, employé.

3°- Il ne pourra pas être maintenu d'agents en affectation spéciale appartenant aux classes de la première réserve, dans les Services administratifs des Services centraux, régionaux et d'arrondissements.

4°- Il ne pourra pas être maintenu d'agents dans l'affectation spéciale dans les Services des Compagnies, dans les Services Financiers et au Secrétariat général (y compris Budget et Contentieux).

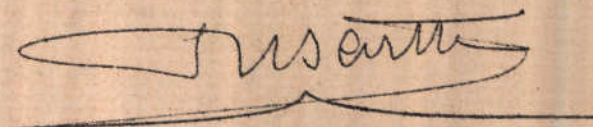
5°- Il ne sera maintenu dans l'affectation spéciale que, très exceptionnellement, des agents des classes jeunes de la première réserve, sauf dans les spécialités déficitaires (agents des services électriques et de signalisation, agents des équipes de caténaires).

Pour l'application des règles ci-dessus, on considérera comme classe de l'agent, la classe dans laquelle il doit être placé, conformément à l'article 58 de la Loi sur le recrutement, même lorsqu'il n'a pas demandé son vieillissement.

Des dérogations pourront être accordées en faveur des agents qui seraient personnellement indispensables pour l'encadrement et notamment pour la formation des agents rappelés ou embauchés.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître le plus tôt possible votre avis sur les règles envisagées ci-dessus, après examen des répercussions qu'aura leur application dans vos Services.

Le Directeur du Service Central P,



Paris, le 14 Septembre 1939.

B.14.9.39.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

XIV

Service Central
du Personnel

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

1^o Division

N^o 553 BM.

Un certain nombre d'agents détachés récemment dans les usines travaillant pour la Défense Nationale n'ont pas encore fait l'objet de propositions de radiation de l'Affectation spéciale.

Nous les avons comptés jusqu'à nouvel ordre dans nos ressources et n'avons pas en conséquence proposé de classer dans l'Affectation spéciale des agents mobilisables en remplacement des agents détachés.

En principe, les agents détachés dans les usines travaillant pour la Défense nationale et non encore rayés de l'affectation spéciale, devaient rejoindre leur emploi à la S.N.C.F. Dans certains cas, il en résultait une très grande gêne pour l'usine où ils sont employés.

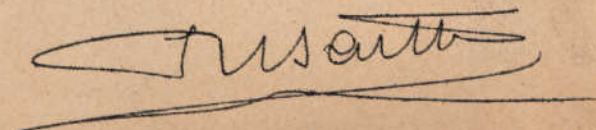
Dans le but de réduire au minimum le nombre des Affectés spéciaux utilisés par la S.N.C.F., il convient d'adopter les règles suivantes :

1^o - Les Services devront s'efforcer de ne pas rappeler les agents affectés spéciaux actuellement détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale : ils limiteront leurs demandes aux spécialistes indispensables;

2^o - Le renouvellement de l'affectation spéciale de ces agents ne sera pas proposé à l'expiration du délai de 3 mois;

3^o - La Société ou l'Etablissement qui occupe ces agents devra faire le nécessaire pour obtenir de l'Autorité militaire (Général commandant les Régions) s'il le juge utile, la mise en affectation spéciale de ceux de ces agents qui lui seraient indispensables. Le Service Régional du Matériel et Traction en relation avec cette Société ou cet établissement devra l'en aviser.

Le Directeur du Service Central P,



Contentieux. 5

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 19 septembre 1939

1^{ère} DIVISION

N° 557/B.M.

Objet :

Engagements volontaires
pour la durée de la guerre.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Ma lettre-circulaire n° 537/B.M. du 31 août 1939 a porté à votre connaissance les dispositions de l'article 64 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (*article modifié par la loi du 20 mars 1939*) relatives aux engagements pour la durée de la guerre.

Je précise que seuls les agents dégagés d'obligations militaires (*libérés - exemptés - réformés*) et ceux qui n'ont pas encore satisfait à la loi de recrutement (*agents mineurs*) peuvent contracter un engagement volontaire dans les conditions indiquées par l'article 64 précité.

Les affectés spéciaux et les agents placés en appel différé ne sont donc pas admis à souscrire de tels engagements. Toutefois, ceux d'entre eux qui désirent être versés immédiatement dans une formation mobilisée pourront présenter une demande à cet effet. Ils seront rayés des contrôles de l'affectation spéciale ou de l'appel différé, suivant le cas, et remis à la disposition du Recrutement.

Je vous serais obligé de vouloir bien me transmettre ces demandes revêtues de votre avis.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

LEFORT

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
les Secrétaires Généraux des Compagnies
les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
les Chefs d'Arrondissement

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 20 septembre 1939.

1^{ère} DIVISION

N° 560/B.M.

Objet :
Affectation spéciale

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Je suis avisé que certains affectés spéciaux titulaires de fascicules de mobilisation portant indication de l'emploi et de la résidence qui leur étaient assignés au moment où ils ont été classés dans l'affectation spéciale, (*emploi et résidence qui ne correspondent plus à leur situation administrative actuelle*) seraient, pour ce motif, arrêtés par la Gendarmerie et invités à rejoindre la résidence mentionnée sur ces fascicules.

Il convient, en pareil cas, de faire faire, par un représentant qualifié de la Société Nationale des Chemins de fer Français, une démarche auprès de la Brigade de Gendarmerie dont relève le domicile de l'agent, pour exposer qu'en raison des nombreux changements d'affectation qui se produisent parmi notre personnel, surtout en temps de guerre, il est impossible de procéder à l'échange des fascicules de mobilisation de nos affectés spéciaux ayant changé de fonctions ou de résidence et qu'il n'appartient pas à la Gendarmerie d'assigner aux agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français une résidence déterminée.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSÉE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 595/B.M.

Objet :
Prorogation
des
Affectations spéciales



Paris, le 21 octobre 1939

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Par application de la décision n° 3935 E.M.A. du 14 octobre 1939 de M. le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, toutes les Affectations spéciales déjà prononcées ou à prononcer à l'avenir au titre du Tableau n° 2 et concernant des agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français seront en principe prorogées pour une durée indéterminée.

En conséquence, les agents classés dans l'Affectation spéciale (Tableau n° 2), quelle que soit la durée de cette Affectation spéciale (30 jours, 30 jours prorogés à 60 jours, 90 jours), même si leur fascicule de mobilisation comporte la mention "non renouvelable" ⁽¹⁾, devront rester en service à la Société Nationale des Chemins de fer Français jusqu'à nouvel ordre.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

LEFORT

(1) Ce qui ne peut d'ailleurs être que la conséquence d'une erreur, toutes les affectations spéciales accordées à des agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français au titre du tableau n° 2 devant être renouvelables.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M. T. - V. B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
1^{ère} Division

le 21 OCT. 1939

19

Cher Monsieur,

Comme suite à votre coup de téléphone, je me suis enquis auprès de M. FATALOT de la suite qui avait été donnée à la proposition faite par le Service du Contentieux concernant le maintien dans l'affectation spéciale de 5 agents appartenant à la 2^{ème} réserve.

Sans pouvoir me donner de réponse précise en ce qui concerne ces agents, M. FATALOT m'a déclaré que les propositions de dérogations faites pour l'ensemble des Services du Secrétariat Général étaient, en principe, agréées et que la notification officielle n'était qu'une question de jours.

Votre tout dévoué,



Monsieur de CAQUERAY,
Chef adjoint du Service du Contentieux.

Emile KIPPER

S/Chef de Bureau, Contentieux

Trouville, le 9 novembre 1939

Monsieur BARTH, Directeur du Service
Central du Personnel
88 rue Saint-Lazare, Paris

Monsieur le Directeur,

J'ai sous les yeux votre note N° 595 BM du 21 octobre dernier relative à la prorogation des affectations spéciales et qui a soulevé certaines difficultés dans son interprétation.

D'après cette note, les agents, même si leur fascicule de mobilisation comporte la mention "non renouvelable", devront rester en service à la S.N.C.F. jusqu'à nouvel ordre.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire savoir si cette disposition est également applicable aux agents dont l'affectation spéciale est limitée à 90 jours et qui, selon leur fascicule de mobilisation, devront, après l'expiration de ce délai, se présenter à Maisons Laffitte pour être dirigés, soit sur le dépôt d'Infanterie 211, soit à destination d'autres formations militaires.

Etant donné que le délai précité expire prochainement, je vous prierais très respectueusement de vouloir bien me répondre par un prochain courrier.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mon respectueux dévouement.

signé: KIPPER

Délégué du Groupe XXV auprès de Monsieur
le Directeur de l'Exploitation.

Transmis à Monsieur le Chef du Service du Contentieux
en le priant de vouloir bien faire renseigner M. KIPPER.

Quelles que soient la durée de leur affectation spéciale et les prescriptions particulières de leur fascicule de mobilisation, tous les affectés spéciaux de la S.N.C.F. (tableau N° 2) bénéficient de la prorogation accordée par la D.M. du 14 octobre 1939 citée dans la lettre N° 595/BM.

P. le Directeur du Service Central
du Personnel

P. le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

signé: " "" "

Transmis à Monsieur le Chef du Service du Contentieux
en le priant de vouloir bien faire renseigner M. KIPPER.

Quelles que soient la durée de leur affectation spéciale et les prescriptions particulières de leur fascicule de mobilisation, tous les affectés spéciaux de la S.N.C.F. (tableau N° 2) bénéficient de la prorogation accordée par la D.M. du 14 octobre 1939 citée dans la lettre N° 595/BM.

P. le Directeur du Service Central
du Personnel

P. le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel

signé: """"

76 Novembre 1939

Téléphoné à M. Leclerc. Insp. Ppl
adpt. chef du Bureau Militaire Central
S.N.C.F. 23, rue d'Alsace. Téléph.
Nord 28.74 et 30.84. (4.° initiales 311)

Demande:

1.° Quel des affectés spéciaux qui, malgré
la circulaire Lefort du 21 Octobre 1939
relative à la prorogation pour une durée
indéterminée de l'affectation, reçoivent
un fascicule de mobilisation leur enjoignant
à l'expiration du délai de 90 jours, de
rejoindre un dépôt militaire déterminé
(fascicule modèle R. Belle page de rouge
horizontalement) ?

M. Leclerc me répond que les agents
ne doivent pas bouger, que nous nous à
lui envoyer les fascicules avec un avis
modèle 4 (il en enverra une cinquantaine)

2.° Quel des dix affectés spéciaux dont
nous avons demandé la maintenance dans
l'affectation; j. lui rappelle les noms.

On me répond que les agents ne
doivent avoir aucune inquiétude,
mais que la décision définitive n'est
pas encore prise, que j'en suis sûr.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 22 novembre 1939

1^{ère} DIVISION

N° 605/B.M.

Objet :

Prorogation des affectations
spéciales.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Ma lettre-circulaire n° 595/B.M. du 21 octobre 1939 a fait connaître que par décision n° 3935-1/E.M.A. du 14 du même mois de M. le Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, toutes les affectations spéciales déjà prononcées ou à prononcer à l'avenir au titre du tableau n° 2 et concernant des agents de la Société Nationale des Chemins de fer Français seront en principe prorogées pour une durée indéterminée.

Je précise que cette décision est applicable aux Officiers, Sous-Officiers et hommes de troupe des réserves de l'armée de terre, de mer et de l'air classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2, quelles que soient les prescriptions de leur ordre ou fascicule de mobilisation.

Les agents remis récemment à notre disposition par l'Autorité Militaire, comme étant classés dans l'affectation spéciale pour une durée expressément limitée bénéficient également de cette prorogation.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

TABEAU DE REPARTITION DES CLASSES DE MOBILISATION POUR LE CLASSEMENT
DANS L'AFFECTATION SPECIALE DU 15 OCTOBRE 1938 AU 14 OCTOBRE 1939
(Instruction ministérielle du 27 Juillet 1939)

		Du 15 Octobre 1938 au 14 Avril 1939	Du 15 Avril 1939 au 14 Octobre 1939
		1933 (1ère et 2è fraction)	1934 (1ère fraction)
1ère réserve	Classes jeunes	1932	1933
		1931	1932
		1930	1931
		1929	1930
		1928	1929
	Classes intermédiaires	1927	1928
		1926	1927
		1925	1926
		1924	1925
		1923	1924
		1922	1923
		1921	1922
		1920	1921
			1920
		1919	1919
		1918	1918
		1917	1917
		1916	1916
2ème réserve-Classes anciennes		1915	1915
		1914	1914
		1913	1913
		1912	1912
		1911	1911
		1910	1910

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 609/B.M.

Paris, le 5 décembre 1939

Objet :

Agents mobilisés
remis à la disposition
de la S.N.C.F.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Par lettre n° 93/B.M. du 30 avril 1938, il a été prescrit de faire établir, par les soins des Chefs locaux, des avis de mutation (*modèle C*) pour signaler notamment tous les changements qui sont apportés à la situation militaire des agents.

Un certain nombre d'agents qui avaient été mobilisés ont été remis à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer Français pour divers motifs :

- pères de 4 enfants ou 5 enfants;
- agents mobilisables qui appartenaient aux classes 1910/1911;
- réformés à la suite de la visite d'incorporation;
- classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2 (S.N.C.F.) et retournés par leur corps de troupe;
- classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 3 (*industries travaillant pour la Défense Nationale*) et retournés par leur corps de troupe, soit à la Société Nationale des Chemins de fer Français pour y être affectés à des ateliers travaillant pour la Défense Nationale, soit vers des usines qui les ont rendus à la S.N.C.F.
- agents maintenus en appel différé (*ce qui constitue d'ailleurs une anomalie*)
- etc...

Pour chaque agent qui, après avoir été mobilisé, est ainsi remis à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer Français, il y a lieu d'établir, dès son retour, un avis de mutation mod. C bis au lieu de l'avis mod. C.

Cet avis, établi par le chef local, doit être adressé de toute urgence, par l'intermédiaire de l'Arrondissement et du Service régional, au Service Central du Personnel (*Bureau Central Militaire*).

Pour les agents faisant l'objet d'avis de mutation mod. C bis, il ne sera pas établi d'avis mod. C.

Dans le cas où un avis mod. C a déjà été adressé au Bureau Central Militaire pour signaler le retour d'un agent mobilisé, un avis mod. C bis devra être établi dans les conditions prévues par la présente lettre.

Je vous adresse ci-joint un certain nombre d'avis mod. C bis. Les Services Régionaux et Arrondissements pourront demander directement au Bureau Central Militaire de leur fournir les exemplaires en nombre suffisant.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 5 Décembre 1939

1ère DIVISION

N° 609/B.M.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Objet:
Agents mobilisés remis
à la disposition de
la S.N.C.F.

Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Par lettre n° 93/BM du 30 Avril 1938, il a été prescrit de faire établir, par les soins des Chefs locaux, des avis de mutation (modèle C) pour signaler notamment tous les changements qui sont apportés à la situation militaire des agents.

Un certain nombre d'agents qui avaient été mobilisés ont été remis à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer Français pour divers motifs :

- père de 4 enfants ou 5 enfants;
- agents mobilisables qui appartenaient aux classes 1910/1911;
- réformés à la suite de la visite d'incorporation;
- classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n°2 (S.N.C.F.) et retournés par leurs corps de troupe;
- classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n°3 (industries travaillant pour la Défense Nationale) et retournés par leur corps de troupe, soit à la Société Nationale des Chemins de fer Français pour y être affectés à des ateliers travaillant pour la Défense Nationale, soit vers des usines qui les ont rendus à la S.N.C.F.
- agents maintenus en appel différé (ce qui constitue d'ailleurs une anomalie);
- etc..

Pour chaque agent qui, après avoir été mobilisé, est ainsi remis à la disposition de la Société Nationale des Chemins de fer Français, il y a lieu d'établir, dès son retour, un avis de mutation mod. C bis au lieu de l'avis mod. C.

...

Cet avis, établi par le chef local, doit être adressé de toute urgence, par l'intermédiaire de l'Arrondissement et du Service régional, au Service Central du Personnel (Bureau Central Militaire).

Pour les agents faisant l'objet d'avis de mutation mod. C bis, il ne sera pas établi d'avis mod. C.

Dans le cas où un avis mod. C a déjà été adressé au Bureau Central Militaire pour signaler le retour d'un agent mobilisé, un avis mod. C bis devra être établi dans les conditions prévues par la présente lettre.

Je vous adresse ci-joint un certain nombre d'avis mod. C bis. Les Services Régionaux et Arrondissements pourront demander directement au Bureau Central Militaire de leur fournir les exemplaires en nombre suffisant.

P. le DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel ,

LEFORT

SOVIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Région _____

Service _____

Arrondissement _____

AVIS DE MUTATION

concernant un agent mobilisé remis
à la disposition de la Société Nationale
des Chemins de fer Français

NOM : _____

Prénoms : _____

Classe de mobilisation mentionnée sur le fascicule de mobilisation
(ou la pièce justifiant la situation militaire) : _____

Emploi à la S.N.C.F. : _____

Résidence (au moment de la mobilisation : _____
d'emploi) actuelle : _____

Date de mobilisation : _____
(cessation de service à la S.N.C.F.)

Situation militaire au moment de la (_____
cessation de service à la S.N.C.F.)

Date de remise à la disposition de la S.N.C.F. : _____

Corps ou Service d'affectation au(_____
moment du renvoi dans les foyers)

Nombre d'enfants vivants ou ayant vécu simultanément (_____
dont l'agent est LEGALEMENT le père)

Motif de renvoi (affectation spéciale au titre de la S.N.C.F.
dans les foyers) affectation spéciale au titre de _____
(_____
(Père de _____ enfants
) autre motif _____

Pièce militaire remise à l'agent pour justifier son renvoi dans ses foyers (Fascicule de mobilisation modèle _____ établi par le Bureau de Recrutement : _____
Ordre de mission établi par _____

Autre pièce : _____
délivrée par _____

Adresse domiciliaire
(rue et n° s'il y a lieu)
Département) _____

A _____ (1) _____, le _____

Vu et transmis à M. le Chef du Service d' _____
(Bureau Central Militaire)

A _____ (2) _____, le _____

Vu et transmis à M. le Directeur du Service Central du Personnel
(Bureau Central Militaire)

A Paris, le _____ (3) _____

- (1) -Signature du Chef local
(2) -Signature du Chef d'Arrondissement (ou Fonctionnaire assimilé)
(3) -Signature du Chef de Service régional

(C O P I E)

S.N.C.F.

Paris, le 15 Janvier 1940

Service Central du Personnel

XIV

623 / B^{em}

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Chefs de Services Régionaux,
Messieurs les Chefs d'Arrondissement.

Les agents commissionnés appartenant à la lère réserve, actuellement en service à la S.N.C.F., pourvus d'un fascicule "sans affectation" ou "en affectation réservée" sont susceptibles d'être appelés sous les drapeaux.

Dans tous les cas où vous estimerez qu'il est nécessaire de maintenir dans son emploi à la S.N.C.F. un agent appartenant à cette catégorie et d'une classe de mobilisation plus ancienne que la classe 1933, vous adresserez immédiatement et directement au Bureau Central Militaire (23, rue d'Alsace - Paris, (10ème) une fiche modèle A (1) qui devra comporter très exactement les renseignements suivants:

1° Dans tous les cas :

- adresse domiciliaire

2° Si l'agent a déjà reçu un ordre d'appel:

- dépôt mobilisateur (renseignements à prendre sur l'ordre d'appel)

3° S'il est réserviste de l'Armée de Mer:

- Bureau maritime de recrutement

N° matricule marine

4° S'il a été réformé pendant l'accomplissement de son service militaire actif :

- Décompte du temps du service militaire actif:

- date d'arrivée au Corps

- date de mise à la réforme.

- Nombre d'enfants vivants ou ayant vécu simultanément.

Pr. le Directeur du Service Central B,

Signé: HENRI LEFORT

(1) Etablie conformément aux prescriptions de mes lettres circulaires numéros 93 B.M. du 30 Avril 1938; 374 B.M. du 17 Avril 1939 et 474 B.M. du 20 Juin 1939.

Service Central du Personnel

XIV

628/BM

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Chefs de Services Régionaux,
Messieurs les Chefs d'Arrondissements.

ahygi Armée de l'Air

Les agents commissionnés appartenant à la 1^{re} Réserve, actuellement en service à la S.N.C.F., pourvus d'un fascicule "sans affectation" ou "en affectation réservée" sont susceptibles d'être appelés sous les drapeaux.

Dans tous les cas où vous estimerez qu'il est nécessaire de maintenir dans son emploi à la S.N.C.F. un agent appartenant à cette catégorie et d'une classe de mobilisation plus ancienne que la classe 1933, vous adresserez immédiatement et directement au Bureau Central Militaire (23, Rue d'Alsace - Paris (10^e)) une fiche modèle A (1) qui devra comporter très exactement les renseignements suivants :

- 1 - Dans tous les cas :
 - adresse domiciliaire
- 2 - Si l'agent a déjà reçu un ordre d'appel :
 - dépôt mobilisateur (renseignements à prendre sur l'ordre d'appel)
- 3 - S'il est réserviste de l'Armée de Mer :
 - Bureau maritime de recrutement
 - N^o matricule marine.
- 4 - S'il a été réformé pendant l'accomplissement de son service militaire actif :
 - Décompte du temps du service militaire actif :
 - date d'arrivée au Corps,
 - date de mise à la réforme.
 - Nombre d'enfants vivants ou ayant vécu simultanément.

Le Directeur du Service Central
du Personnel,

Henri Luy

(1) - Etablie conformément aux prescriptions de mes lettres circulaires N^o 93 B.M. du 30 Avril 1938; 374 B.M. du 17 Avril 1939 et 474 B.M. du 20 Juin 1939.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central du
Personnel

Paris, le 20 janvier 1940

1^{ère} Division

N° 624/B.M

Objet:

Agents de la S.N.C.F.
rappelés sous les
drapeaux

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
MM. les Directeurs des Services Centraux

Ma lettre N° 93/B.M. du 30 avril 1938 prescrit que

".... les agents sont tenus de signaler sans délai à leur
" Chef local tous les changements qui sont apportés à leur
" situation militaire, notamment la remise, par l'intermé-
" diaire de la Gendarmerie, de nouveaux fascicules de mo-
" bilisation.

" Le Chef local porte ces changements à la connaissan-
" ce du Chef d'Arrondissement par l'envoi d'avis de muta-
" tion (modèle C) établis sur le vu de pièces officielles
" (livret individuel, fascicule de mobilisation, etc....).
" Ces pièces doivent être restituées séance tenante aux
" agents.

" Après mise à jour des fiches modèle A, le Chef
" d'Arrondissement transmet directement au Service Central
" du Personnel (Bureau Militaire), sous pli de service,
" les avis de mutation. Toutefois, ceux intéressant les
" officiers de réserve sont adressés au dit Service du
" Personnel (Bureau militaire) par l'intermédiaire du Chef
" du Service".

Deux catégories de changement de situation
militaire doivent être signalées actuellement avec soin et
de toute urgence; ce sont:

a/ les mises à disposition de la S.N.C.F. d'agents
antérieurement mobilisés;

b/ les remises par la Gendarmerie de fascicules de mobilisation ou d'ordres d'appel à des agents en service à la S.N.C.F.

Le premier cas a fait l'objet de ma lettre N° 609/B.M du 5 décembre 1939 par laquelle j'ai demandé l'envoi d'urgence au Bureau Central Militaire d'un avis de mutation modèle C^{bis} (papier rose), aux lieu et place d'un avis modèle C (papier bulle), pour chaque agent qui, après avoir été mobilisé, est remis à la disposition de la S.N.C.F.

Dans le deuxième cas il y aura lieu de me signaler à l'aide d'un avis du modèle C^{ter} ci-joint (papier bleu):

1°- dès réception de la présente lettre, tous les agents (réformés, exemptés, sans affectation, en affectation réservée, en affectation spéciale, etc), qui ont été rappelés sous les drapeaux depuis le 15 décembre 1939, même si un avis modèle C a déjà été fourni pour eux;

2°- dès réception de leur ordre d'appel, les agents qui, dans l'avenir, seront, pour un motif quelconque, rappelés sous les drapeaux. Dans ce cas l'avis modèle C^{ter} tiendra lieu d'avis modèle C.

Cet avis modèle C^{ter} sera établi par le Chef local en double exemplaire et adressé d'urgence au Chef d'arrondissement qui en fera parvenir:

- un exemplaire au Bureau Central Militaire
(23, rue d'Alsace, Paris (10^e),
- un exemplaire au Chef du Service.

Par modification aux prescriptions de ma lettre

N° 609/B.M. précitée l'avis modèle C^{bis} devra également être adressé en deux exemplaires au Chef de l'Arrondissement, qui me fera parvenir l'un d'eux directement et transmettra l'autre au Chef du Service.

J'attache un intérêt tout particulier à recevoir les avis modèles C^{bis} et C^{ter} dès que les mutations se produisent et à ce qu'il n'y ait aucune omission dans leur établissement.

Les Services Régionaux et Arrondissements pourront demander directement au Bureau Central Militaire les imprimés modèle C^{ter} qui leur seront nécessaires.

P. le Directeur du Service Central du Personnel

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

LEFORT

Copie adressée à M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux
(E. - M.T. - V.B)
M.M. les Chefs d'Arrondissement.

Société Nationale des Chemins de fer Français

Région
 Service
 Arrondissement

AVIS DE MUTATION

concernant un agent qui, maintenu à
 la disposition de la S.N.C.F.,
 est rappelé sous les drapeaux

NOM :

Prénoms :

Classe de mobilisation mentionnée sur le fascicule
 de mobilisation :

(ou la pièce justifiant la situation militaire)

Emploi à la S.N.C.F. :

Résidence d'emploi :

Date de mobilisation :

(cessation de service à la S.N.C.F.)

Situation militaire ayant
 justifié le maintien en
 service jusqu'à la date
 de mobilisation indiquée
 ci-dessus. (1)

Exempté
Réformé
Sans affectation
Affectation réservée
Affectation spéciale

Corps ou Service d'affectation :
 (à prendre sur l'ordre d'appel)

Motif du rappel sous les drapeaux

Adresse domiciliaire⁽²⁾ (rue et n° s'il y a lieu,
département)

A. , le
(3)

Vu et transmis à M. le Directeur du Service Central du
Personnel⁽¹⁾
(Bureau Central Militaire)

M. le Chef du Service d⁽¹⁾

A ; le
(4)

-
- (1) - Rayer la ou les mentions inutiles et compléter s'il y a lieu.
- (2) - Renseignements à fournir pour les agents rayés de l'affectation spéciale par ordre des Généraux Commandant les Régions. Dans ce cas joindre à l'avis modèle C^{ter} l'ordre d'appel d'affecté spécial.
- (3) - Signature du Chef local
- (4) - Signature du Chef d'Arrondissement.
(ou fonctionnaire assimilé)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 20 janvier 1940

1^{ère} DIVISION

N° 624/B.M.

Objet :

Agents de la S.N.C.F.
rappelés sous les
drapeaux.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux

Ma lettre n° 93/B.M. du 30 avril 1938 prescrit que

"...les agents sont tenus de signaler sans délai à leur Chef local tous les changements qui sont apportés à leur situation militaire, notamment la remise, par l'intermédiaire de la Gendarmerie, de nouveaux fascicules de mobilisation.

"Le Chef local porte ces changements à la connaissance du Chef d'Arrondissement par l'envoi d'avis de mutation (modèle C) établis sur le vu de pièces officielles (livret individuel, fascicule de mobilisation, etc...). Ces pièces doivent être restituées séance tenante aux agents.

"Après mise à jour des fiches modèle A, le Chef d'Arrondissement transmet directement au Service Central du Personnel (Bureau Militaire), sous pli de service, les avis de mutation. Toutefois, ceux intéressant les officiers de réserve sont adressés au dit Service du Personnel (Bureau Militaire) par l'intermédiaire du Chef du Service."

Deux catégories de changement de situation militaire doivent être signalées actuellement avec soin et de toute urgence; ce sont :

- a) les mises à disposition de la S.N.C.F. d'agents antérieurement mobilisés;
- b) les remises par la Gendarmerie de fascicules de mobilisation ou d'ordres d'appel à des agents en service à la S.N.C.F.

Le premier cas a fait l'objet de ma lettre n° 609/B.M. du 5 décembre 1939 par laquelle j'ai demandé l'envoi d'urgence au Bureau Central Militaire d'un avis de mutation modèle C^{bis} (papier rose), aux lieu et place d'un avis modèle C (papier bulle), pour chaque agent qui, après avoir été mobilisé, est remis à la disposition de la S.N.C.F.

Dans le deuxième cas il y aura lieu de me signaler à l'aide d'un avis du modèle C^{ter} ci-joint (papier bleu) :

1°/ dès réception de la présente lettre, tous les agents (réformés, exemptés, sans affectation, en affectation réservée, en affectation spéciale, etc.), qui ont été rappelés sous les drapeaux depuis le 15 décembre 1939, même si un avis modèle C a déjà été fourni pour eux;

2°/ dès réception de leur ordre d'appel, les agents qui, dans l'avenir, seront, pour un motif quelconque, rappelés sous les drapeaux. Dans ce cas l'avis modèle C^{ter} tiendra lieu d'avis modèle C.

Cet avis modèle C^{ter} sera établi par le Chef local en double exemplaire et adressé d'urgence au Chef d'Arrondissement qui en fera parvenir :

- un exemplaire au Bureau Central Militaire (23, rue d'Alsace Paris 10^e),
- un exemplaire au Chef du Service.

Par modification aux prescriptions de ma lettre n° 609/B.M. précitée l'avis modèle C^{bis} devra également être adressé en deux exemplaires au Chef de l'Arrondissement, qui me fera parvenir l'un d'eux directement et transmettra l'autre au Chef du Service.

J'attache un intérêt tout particulier à recevoir les avis modèles C^{bis}, et C^{ter} dès que les mutations se produisent et à ce qu'il n'y ait aucune omission dans leur établissement.

Les Services Régionaux et Arrondissements pourront demander directement au Bureau Central Militaire les imprimés modèle C^{ter} qui leur seront nécessaires.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement.

Lt.C.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS



PARIS, le 22 Janvier 1940.

XIV

Service Central du Personnel

1^{ère} Division

N° 627 B.M.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre 623 B.M. du 15 Janvier 1940, je vous ai fait connaître les mesures qu'il y aurait lieu de prendre à l'égard des agents appartenant à la 1^{ère} Réserve, actuellement en service à la S.N.C.F. et pourvus de fascicules "sans affectation" ou "en affectation réservée", pour maintenir à la S.N.C.F. ceux dont vous estimez la présence nécessaire.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre note qu'il y a lieu de prendre les mêmes mesures à l'égard des agents appartenant à la classe de mobilisation 1919 (plus jeune classe de la 2^{ème} Réserve) actuellement en service à la S.N.C.F. et pourvus de fascicules "sans affectation" ou "en affectation réservée".

P. le Directeur du Service Central P.,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

Henri Lefort



des

C O P I E
-:-:-:-:-

Paris, le 22 janvier 1940

Service Central
du
Personnel.

XIV

1st Division.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

n° 627 B.M.

Par lettre 623 B.M. du 15 janvier 1940, je vous ai fait connaître les mesures qu'il y aurait lieu de prendre à l'égard des agents appartenant à la 1^{re} Réserve, actuellement en service à la S.N.C.F. et pourvus de fascicules "sans affectation" ou "en affectation réservée", pour maintenir à la S.N.C.F. ceux dont vous estimez la présence nécessaire.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre note qu'il y a lieu de prendre les mêmes mesures à l'égard des agents appartenant à la classe de mobilisation 1919 (plus jeune classe de la 2ème Réserve) actuellement en service à la S.N.C.F. et pourvus de fascicules "sans affectation" ou "en affectation réservée".

P. le Directeur du Service Central P,
le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

signé: HENRI LEFORT.

Paris, le 24 Janvier 1940

Service Central
du Personnel

1^o Division

:
:XIV:
:

Agents mobilisés
détachés dans des
Compagnies de ren-
forcement

N° 628 - B.M.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
M.M. les Directeurs des Services Centraux,
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

Certains agents ont été, après avoir été
mobilisés, détachés dans les usines travaillant pour
la Défense Nationale; ils font partie de "compagnies de
renforcement" et sont rémunérés comme des militaires
(Off.75 par jour pour les soldats); ils sont logés,
nourris et habillés par l'Autorité Militaire.

Vous voudrez bien, chaque fois que vous aurez
connaissance d'un tel détachement, faire immédiatement
établir, suivant les formes habituelles, un état Modèle
A pour proposer le classement de l'agent dans l'affec-
tation spéciale, au titre de la S.N.C.F.- Il y aura lieu
d'indiquer, sur cet état de proposition, l'adresse mi-
litaire de l'intéressé.

Le Directeur du Service Central P,

Signé: R. BARTH

Lt./W.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Personnel

1^{re} Division.

Agents mobilisés détachés
dans des Compagnies de
renforcement



Paris le 24 Janvier 1940

XIV

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
M.M. les Directeurs des Services Centraux,
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies,

N° 628 - B.M.

Certains agents ont été, après avoir été mobilisés, détachés dans les usines travaillant pour la Défense Nationale; ils font partie de "compagnies de renforcement" et sont rémunérés comme des militaires (0fr.75 par jour pour les soldats); ils sont logés, nourris et habillés par l'Autorité Militaire.

Vous voudrez bien, chaque fois que vous aurez connaissance d'un tel détachement, faire immédiatement établir, suivant les formes habituelles, un état Modèle A pour proposer le classement de l'agent dans l'affectation spéciale, au titre de la S.N.C.F. Il y aura lieu d'indiquer, sur cet état de proposition, l'adresse militaire de l'intéressé.

Le Directeur du Service Central P,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Jusant", written over a horizontal line.

Paris, le 25 Janvier 1940.

Service Central du Personnel

XIV

Réf. 631/BM

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,
Messieurs les Chefs de Services Régionaux,
Messieurs les Chefs d'Arrondissements.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir prendre note des dispositions suivantes concernant la situation militaire de certains agents de la S.N.C.F.

I - ARMÉE de TERRE

1°. Ma lettre 623 BM du 15 Janvier 1940 est abrogée en ce qui concerne les militaires de l'Armée de terre (la lettre 627 BM du 22 Janvier 1940 restant par contre en vigueur).

2°. Les agents réformés reconnus bons pour le service militaire à la suite de visites récentes ne doivent être appelés qu'avec le contingent de printemps, soit, au plus tôt, à partir du 15 Mars 1940; au cas où un agent de cette catégorie recevrait un ordre d'appel lui enjoignant de rejoindre immédiatement, vous le maintiendrez en service à la S.N.C.F. et le Chef de l'Arrondissement adressera une lettre au Bureau de recrutement ainsi qu'au dépôt mobilisateur de l'intéressé pour leur faire connaître que, d'après les indications données par l'Etat-Major de l'Armée, 1^{er} Bureau, à la S.N.C.F., les agents appartenant à la catégorie considérée ne doivent pas être appelés qu'avec le contingent de printemps et qu'en raison de la situation des effectifs de la S.N.C.F., l'Etat-Major de l'Armée a autorisé le maintien des intéressés à la S.N.C.F. jusqu'à cette date; enfin, il rendra compte immédiatement à son chef de Service Régional et au Bureau Militaire (23, Rue d'Alsace) en leur adressant copie des lettres adressées au Bureau de recrutement et au dépôt mobilisateur.

3°. Le Ministère de la Guerre a prescrit que les agents de la SNCF placés dans la position "sans affectation" ou "en affectation réservée" appartenant aux classes de mobilisation 1919 ou plus anciennes seront :

- renvoyés à la S.N.C.F. s'ils ont déjà été appelés,
- maintenus à la S.N.C.F. dans le cas contraire.

Au cas où l'un de ces derniers agents recevrait un ordre d'appel vous le maintiendrez en service à la S.N.C.F.; son Chef d'Arrondissement adressera immédiatement au bureau de recrutement et au dépôt mobilisateur de l'intéressé une lettre les avisant que, comme

suite aux instructions données le 24 Janvier 1940 par l'Etat-Major de l'Armée (1^o Bureau) les agents de la S.N.C.F. "sans affectation" ou "en affectation réservée" des classes de mobilisation 1919 et plus anciennes doivent être maintenus en service à la S.N.C.F.

4^o- La S.N.C.F. est autorisée à présenter des propositions de classement dans l'affectation spéciale pour les agents "sans affectation" ou "en affectation réservée" des classes de mobilisation 1919 et plus anciennes.

Je vous prie de bien vouloir faire parvenir de toute urgence au Bureau militaire, dans la forme habituelle, et en suivant les directives de la lettre N^o 623 BM du 15 Janvier 1940, les propositions de classement dans l'affectation spéciale concernant les agents sans affectation des classes de mobilisation 1914 à 1919, en commençant par les classes 1918 et 1919 pour lesquelles il y a urgence.

II - ARMÉES de MER et de l'AIR

Vous adresserez conformément aux dispositions de mes lettres 623 BM du 15 Janvier 1940 et 627 BM du 22 Janvier 1940, les propositions de classement dans l'affectation spéciale pour les agents placés actuellement dans les positions "sans affectation" ou "en affectation réservée" en étendant ces dispositions jusqu'à la classe de mobilisation 1914 inclusivement.

Vous ferez rendre compte très rapidement par l'envoi des avis modèle C ter prévus par ma lettre N^o 624 BM du 20 Janvier 1940 des départs d'agents rappelés par les Armées de mer ou de l'air.

Mais il n'y aura pas lieu de s'opposer au départ de l'un de ces agents lorsqu'il recevra un ordre d'appel.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

1^o- Il importe que les avis modèle C^{bis} prévus par ma lettre N^o 609 BM du 5 Décembre 1939 et que les avis modèle C^{ter} prévus par ma lettre N^o 624 BM du 20 Janvier 1940 parviennent de toute urgence au Bureau Militaire. Vous donnerez en conséquence les instructions pour que les transmissions soient aussi rapides que possible;

2^o- Les avis mod. C ter concernant les agents réformés reconnus bons pour le service devront notamment être envoyés de toute urgence au Bureau Militaire.

Le Directeur du Service Central
du Personnel,

Henri Lefort

QUESTIONS

- I - La décision du Président du Conseil Ministre de la Défense Nationale, N°3935 E M A , en date du 14 Octobre 1939, relative à la prorogation pour une durée indéterminée des affectations spéciales du Tableau N°2 -décision notifiée par lettre N°595 en date du 21 Octobre 1939- est-elle toujours en vigueur ?
- II - Cette décision ministérielle concerne -t-elle tous les titulaires de fascicules de mobilisation modèles Z¹ (fascicule blanc avec rayure bleue en diagonale), R¹ (fascicule blanc avec rayure verte horizontale) et R (fascicule blanc avec rayure rouge horizontale); les titulaires de ces divers fascicules doivent-ils toujours être considérés, sans qu'aucune proposition nouvelle soit à faire, comme en position d'affectation spéciale et non en celle de "sans affectation" ou d' "affectation réservée" quels que soient les délais prévus aux fascicules et le Centre mobilisateur pouvant y figurer ?
- III - La lettre N° 631 BM du 25 Janvier 1940 déclare que les agents dans la position "sans affectation" ou "en affectation réservée", appartenant aux classes de mobilisation 1919 ou plus anciennes doivent être maintenus à la S.N.C.F. et que, comme suite aux instructions du 24 Janvier 1940 de l'Etat-Major de l'Armée, (1er Bureau) , une lettre doit être adressée immédiatement au Bureau de Recrutement et au Dépôt mobilisateur en vue du maintien au Chemin de fer des intéressés qui viendraient à recevoir un ordre d'appel militaire.- Ces dispositions s'appliquent-elles également aux agents de la S.N.C.F. des classes susvisées en affectation spéciale (fascicule Z¹, R¹ ou R) qui viendraient à être appelés en vertu d'un ordre des Généraux commandant les Régions ou de toute autre autorité militaire ?

Contentieux

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Paris, le 13 Février 1940.

Service Central
du Personnel

Réf. P. 2949.

Informations
ouvertes
contre des
agents
mobilisés



VII

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux.

Il m'a été signalé qu'à plusieurs reprises, les Commissaires du Gouvernement près des Tribunaux Militaires, ont informé des Services de la S.N.C.F. qu'ils étaient saisis d'un ordre d'informer concernant des agents de la S.N.C.F. et ils ont indiqué à ces Services qu'ils les avertaient par application de la Circulaire N° 2774 C 2/10 P en date du 11 Décembre 1939 du Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre.

J'ai l'honneur de vous donner ci-contre, à titre d'information, copie de cette circulaire dont les dispositions qui ne devraient s'appliquer qu'aux Administrations publiques ont été étendues à la S.N.C.F.

Le Directeur du Service Central P,

Jusant

.....

MINISTERE de la DEFENSE
NATIONALE et de la GUERRE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction du Contentieux,
de la Justice Militaire
et de la Gendarmerie.

Paris, le 11 décembre 1939.

Cabinet du Directeur

N° 2774 C 2/10 P.

ANALYSE

Fonctionnaires poursuivis
ou condamnée par les
tribunaux militaires

LE PRESIDENT DU CONSEIL,

MINISTRE de la DEFENSE NATIONALE, de la GUERRE
et des AFFAIRES ETRANGERES,

à M.M. les Commissaires du Gouvernement près
les tribunaux militaires.

La circulaire du 30 Avril 1937 (Bulletin officiel, partie permanente) a prescrit que lorsque le condamné faisait partie, avant son incorporation, d'une administration publique, le commissaire du Gouvernement devait adresser directement un extrait du jugement au ministère dont il relevait, en mentionnant en tête de l'extrait, à l'encre rouge, l'emploi que remplissait l'intéressé avant son entrée au service militaire.

La disposition qui vient d'être rappelée doit être également appliquée aux mobilisés qui, avant leur rappel sous les drapeaux, faisaient partie d'une administration publique, ainsi qu'aux fonctionnaires non mobilisés qui pourraient être condamnés par les tribunaux militaires.

En outre, les commissaires du gouvernement près les tribunaux militaires saisis d'un ordre d'informer concernant un membre d'une administration publique, mobilisé ou non, devront aviser directement le ministère intéressé, en indiquant l'inculpation relevée. Si une ordonnance de non-lieu intervenait, semblable avis devrait aussi être adressé.

Pour le Ministre et par son ordre,

Le Directeur du Contentieux,
de la Justice militaire et de la Gendarmerie,

Signé : LEONARD.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 639/B.M.

Objet:

Affectation des agents
de la S.N.C.F.
faisant partie
de la classe 1940.



Paris, le 19 février 1940

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

Par lettre n° 93/B.M. du 30 avril 1938, il avait été prévu que des fiches de renseignements modèle G seraient envoyées, chaque année, pour les agents de la S.N.C.F. susceptibles d'être appelés sous les drapeaux pour l'accomplissement de leur Service Militaire actif.

Par lettre n° 290/B.M. du 25 janvier 1939, je vous ai demandé de faire compléter ces fiches en mentionnant, le cas échéant, que l'agent a exercé ou exerce certaines professions énumérées dans cette lettre et en signalant ceux qui désirent être incorporés dans l'Armée de Mer ou dans l'Armée de l'Air.

Par lettre n° 633/B.M. du 7 février 1940, je vous ai fait connaître qu'il y avait lieu de suspendre l'établissement de ces fiches, parce que l'Autorité Militaire avait décidé qu'il ne convenait pas d'établir de liste nominative, en vue du recrutement des troupes de Sapeurs de Chemins de fer.

Le Ministère de l'Air me demande de lui faire connaître pour le 1^{er} mars ceux des agents de la S.N.C.F. nés du 1^{er} janvier au 31 décembre 1920 incorporables avec la classe 1940 et susceptibles de faire des ouvriers ou employés spécialistes, dans le personnel non navigant des formations et établissements de l'Armée de l'Air (mécaniciens, ajusteurs, électriciens, armuriers, dessinateurs, opticiens, opérateurs de cinéma, photographes, soudeurs autogène, horlogers, radiotélégraphistes confirmés, voiliers, menuisiers, ébénistes, vulcanisateurs).

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir m'adresser, pour le 28 courant, les fiches modèle G complétées par la mention "Exerce (ou a exercé pendant ... mois) la profession de... (indiquer la spécialité)"; sur cette fiche, sera portée en outre une appréciation sommaire sur l'instruction générale et la valeur professionnelle de l'agent; elle sera établie en triple exemplaire: l'un sera adressé au Chef du Service Régional, les deux autres au Bureau Central Militaire, l'un de ces doubles signé et complété par la formule de transmission sera adressé au Ministère de l'Air.

Ces fiches modèle G ne doivent être, bien entendu, établies que pour les jeunes agents ayant exercé l'une des professions énumérées dans la présente lettre.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel.

LEFORT.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION D _____
SERVICE D _____

ARRONDISSEMENT D _____

BULLETIN DE VISITE

M. le Docteur _____
Médecin de la Région _____ à _____
est invité à examiner au Cabinet Médical
M. _____

Emploi et résidence : _____

Né le : _____

proposé pour être incorporé dans une Section de
Chemins de fer de Campagne en qualité de

et à me faire connaître si cet agent possède ou
non les aptitudes physiques nécessaires pour tenir
le dit emploi dans le cas d'un appel à l'activité
de la Section.

A _____, le _____

(Signature du Chef d'Arrondissement
ou fonctionnaire assimilé)

Après la consultation, le Médecin doit renvoyer le présent bulletin au Chef d'Arrondissement qui l'a établi. Cette pièce est ensuite annexée à l'état de mutations modèle H destiné au Commandant de la Section de C.F.C.

T.S.V.P.

Partie à remplir par le Médecin

L'agent dénommé d'autre part :

Confidentiel

(1) ne possède pas les aptitudes nécessaires pour servir dans une Section de Chemins de fer de Campagne dans l'emploi visé.

- Cause de l'inaptitude :

(Indiquer les affections chroniques ou infirmités qui justifient cette inaptitude)

(1) possède les aptitudes nécessaires pour servir dans une Section de Chemins de fer de Campagne dans l'emploi visé.

-Indiquer ci-dessous les troubles ou infirmités compatibles avec cet aptitude mais qui pourraient ultérieurement être imputés au service militaire.

A _____, le _____
(Signature du Médecin)

(1) Rayer la partie droite ou gauche suivant le cas.

Observations importantes

En cas d'appel à l'activité d'une Section de Chemins de fer de Campagne, les agents qui en font partie auraient à accomplir dans la Zone des Armées le même service que celui qu'ils effectuent chaque jour dans leur Région et pour lequel ils sont considérés comme physiquement aptes par la S.N.C.F. Tout en tenant compte des conditions de vie et de travail relativement plus dures dans la Zone des Armées, il paraît possible d'admettre qu'un sujet qui accomplit journellement son service à la S.N.C.F. est apte à tenir le même emploi dans une Section de C.F.C.

Les seules éliminations qui, en principe, sont justifiées, concernent des hommes atteints d'affections chroniques passées jusqu'alors inaperçues.

Pour éviter les demandes abusives de pension qui pourraient être formulées plus tard, il convient, si l'agent est reconnu apte à servir dans une Section de C.F.C., d'indiquer soigneusement sur le présent bulletin toutes les infirmités constatées au cours de la visite médicale.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 641/B.M.

Paris, le 21 février 1940

Objet :

Visites médicales des
agents des Sections
de C.F.C. de 1^{ère} urgence

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

M.M. les Directeurs des Services Centraux

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un nouveau modèle de
"Bulletin de visite" à substituer au modèle annexé à ma lettre n° 615/B.M.
du 5 janvier 1940, relative à la visite médicale des agents des Sections
de Chemins de fer de Campagne de 1^{ère} urgence.

Les Arrondissements pourront demander au Bureau Central Militaire
les imprimés qui leur seront nécessaires.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel.*

LEFORT.

COPIE-ADRESSEE à M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement
M.M. les Commandants des 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 7^e et 12^e
Sections de C.F.C.

Librairie de la gare 700

Copie pour Monsieur AURENCE

DECISION

de la Conférence du Directeur Général
du 24 Février 1940



Affectations spéciales

Les Directions Régionales et les Services Régionaux ne doivent conserver comme affectés spéciaux appartenant à la première réserve que les techniciens rigoureusement indispensables.

P demandera, d'autre part, à tous les Services Centraux de faire le point de leurs existants et de soumettre les retouches qu'il apparaîtrait indispensable d'apporter aux cadres de guerre qui ont été fixés antérieurement.

Signé: LE BESNERAIS.

Va
Ly
28.2.40

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION GÉNÉRALE

Paris, le 26 février 1940

Réf. D 463/25

P 3029

XIV

Objet :

Propositions de classement dans
l'affectation spéciale.

Mars 1940

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

M.M. les Directeurs des Services Centraux M, T, V.

Il a été décidé que la S.N.C.F. demanderait le classement dans l'affectation spéciale au début de mars de 3500 agents. Ces classements devront être proposés en observant les directives suivantes :

1° - CHOIX DES AGENTS A PROPOSER.

Ne devront pas être proposés parmi ces 3500 agents :

a) les agents qui ont déjà fait l'objet d'une proposition adressée par la S.N.C.F. à l'Autorité Militaire depuis le début des hostilités; ces agents ont fait l'objet d'Avis adressés le 18 février, en triple exemplaire, au Directeur du Service Central technique intéressé, au Chef du Service régional et au Chef d'Arrondissement;

b) les agents placés dans la position "Sans affectation" ou "en affectation réservée" appartenant aux classes de mobilisation 1919 et plus anciennes (qui font l'objet de propositions distinctes);

c) les agents appartenant aux classes de mobilisation 1933 ou plus jeunes;

d) les agents travaillant dans des usines où ils sont rémunérés comme salariés (ils doivent, d'après accord passé avec le Ministre de l'Armement ou bien être maintenus dans les usines ou nous être rendus suivant le cas);

e) les agents susceptibles d'être démobilisés, visés par ma lettre n° 632/B.M. du 1^{er} février 1940;

f) les agents qui ont été rayés "par nécessité de service" (menées anti-nationales, fautes diverses);

On devra éviter de proposer, sauf cas tout à fait exceptionnels qui feront l'objet d'une justification spéciale :

g) les officiers de réserve : ils feront l'objet de propositions isolées;

h) les agents dont la radiation de l'affectation spéciale a été proposée depuis le début des hostilités;

i) sauf justification spéciale, les agents dont la radiation de l'affectation spéciale avait été proposée en 1939 avant le début des hostilités parce que leur situation ne paraissait plus justifier leur maintien dans l'affectation spéciale ou par application du décret du 15 mai 1939;

j) les agents appartenant à l'Armée de mer.

Les agents à proposer seront désignés en suivant les directives données par les Directeurs de Services Centraux techniques, en ayant égard aux catégories d'agents les plus déficitaires et, à l'intérieur de ces catégories, en observant l'ordre suivant :

1° - agents appartenant à la 2^{ème} réserve (y compris pères de trois enfants), à la 1^{ère} réserve (service auxiliaire) et pères de deux enfants nés avant le 1^{er} avril 1910;

2° - agents des classes de mobilisation 1920 à 1930 autres que ceux visés au 1°;

3° - tout à fait exceptionnellement, agents des classes de mobilisation 1931 et 1932.

La mise en affectation spéciale des agents des catégories 2° et 3° étant problématique, il importe de tirer le MAXIMUM de la catégorie 1°.

2° - METHODE A SUIVRE POUR ADRESSER CES PROPOSITIONS.

La présentation des propositions de classement dans l'affectation spéciale a fait l'objet des lettres n°s 93/B.M. du 30 avril 1938, 374/B.M. du 17 avril 1939, 474/B.M. du 20 juin 1939 et 623/B.M. du 15 janvier 1940.

Il y a lieu d'établir les bordereaux mod. D créés par la lettre 93/B.M. en trois exemplaires :

- l'un sera adressé au Chef du Service Régional,
- le deuxième au Directeur du Service Central technique intéressé,
- le troisième directement au Bureau Central Militaire.

Au bordereau adressé au Bureau Central Militaire seront jointes les fiches mod. A demandées par la lettre n° 374/B.M. du 17 avril 1939. Seront seules remplies sur cette fiche les rubriques énumérées sur l'annexe ci-jointe:

Les bordereaux mod. D constitueront les listes d'agents à proposer. Après révision par le Chef du Service Régional et le Directeur du Service Central technique intéressé, le bordereau mod. D adressé au Directeur du Service Central technique sera transmis au Bureau Central Militaire avec l'indication des noms qu'il y a lieu de retrancher ou d'ajouter à ce bordereau.

Ce bordereau sera retourné par le Bureau Central Militaire au Directeur du Service Central technique intéressé avec l'indication de la suite donnée aux propositions.

Pour l'établissement des fiches mod. A, il y a lieu d'attirer tout spécialement l'attention des Services sur les points suivants :

- le nom de l'agent doit être inscrit en lettres capitales,
- l'adresse postale doit être donnée très exactement en évitant les abréviations,
- le grade et l'emploi de l'agent doivent être indiqués en veillant à appliquer les prescriptions de la lettre 474/B.M. du 20 juin 1939. Il est notamment indispensable pour les manoeuvres du Matériel et Traction autorisés aux fonctions de chauffeur de route, de faire mention de cette fonction. Il importe également, pour les cantonniers du Service de la Voie, d'indiquer éventuellement leur spécialité (S.E. - S.E.S. - L.T.). Enfin, il y a lieu d'éviter la désignation d'agents au moyen de grades n'existant pas dans le tableau des filières; lorsqu'un agent porte un tel grade il convient d'indiquer celui du tableau des filières qu'il devrait avoir.

Entre le moment où une proposition de classement dans l'affectation spéciale aura été adressée au Bureau Central Militaire et le moment où l'agent aura été libéré, il y aura lieu de tenir le Bureau Central Militaire immédiatement au courant de tout changement de l'adresse postale militaire de l'agent.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

LE BESNERAIS

A N N E X E

à la lettre n° D 463-25 du 26 février 1940
P 3029

Renseignements à fournir sur la fiche modèle A pour la présentation
des propositions de classement dans l'affectation spéciale

1° RUBRIQUES DE LA FICHE :

Région :
Service :
Arrondissement :
Classe de Mobilisation (telle qu'elle a été déterminée par l'Autorité Militaire):
Nom :
Prénoms :
Né le _____ à _____ (canton - département)
Recrutement du domicile (n° m¹⁰) :
Appelé S^{ce} le _____ Engagé pour _____ ans le _____
Service militaire accompli au _____
Grade :
Classe de recrutement :
Emploi à la S.N.C.F. :
Date de la nomination :
Résidence administrative :

2° RUBRIQUES NOUVELLES A AJOUTER

a) au recto de la fiche, dans le bas :

Catégorie militaire à laquelle l'agent appartient actuellement (service armé ou auxiliaire):
Dépôt mobilisateur rejoint par l'agent :
Adresse militaire postale :
Bureau maritime de recrutement :
Numéro matricule Marine :
Spécialité Marine :
Nombre d'enfants donnant droit à bonification de classe :

b) au verso de la fiche, dans la partie réservée à l'indication de la situation
administrative :

Adresse domiciliaire
(rue et n° s'il y a lieu - Canton - Département) :

Société Nationale des Chemins de fer Français

Service Central
du Personnel

1ère Division
Réf. BM

Paris, le 27 Février 1940
88, Rue Saint-Lazare (9°)

(C O P I E)

Monsieur le Secrétaire Général,

Ma lettre-circulaire N° 631/BM du 25 Janvier dernier précise que la S.N.C.F. est autorisée à présenter des propositions de classement dans l'affectation spéciale en faveur des agents placés dans la position "sans affectation" ou "affectation réservée" et appartenant à une classe de la 2ème réserve.

Je vous serais très obligé de vouloir bien m'adresser la liste nominative (nom, prénoms, emploi et adresse domiciliaire) des agents de votre Service qui remplissent ces conditions et que vous désirez faire mettre en affectation spéciale.

A titre de renseignement, je vous signale que les agents désignés ci-après figurent au fichier du Bureau Central Militaire dans la catégorie des réservistes "sans affectation",

MM. LETANG , Norbert ,	Contrôleur Technique Principal
PINAUD, Jean	Garçon de Bureau
TILLON, Henri	Inspecteur de 2ème classe

Je suis déjà en possession d'une demande de classement dans l'affectation spéciale pour MM. BUTET et COLIN (votre lettre du 30 Janvier dernier).

Pour le Directeur du Service Central du Personnel
P/Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,
Signé: LECLERC

Trouville,

1er Mars --- 1940

Cher Monsieur,

Comme suite à notre entretien téléphonique, je vous fais parvenir ci-joint copie de la lettre du 27 Février 1940 adressée par le Service Central du Personnel (Bureau Militaire) à M. le Secrétaire Général.

Ainsi que vous le verrez, cette lettre vise expressément MM. LETANG, PINAUD et TILLON.

Je joins copie de la lettre 631/BM du 25 Janvier 1940.

M. de CAQUERAY a fait retourner à M. PINAUD l'ordre d'appel sous les drapeaux que celui-ci avait déposé au Bureau Militaire de la S.N.C.F.

M. MARTIN, Chef de Bureau Principal au Secrétariat Général, a été avisé que vous estimiez ne pas avoir à présenter de demande d'affectation spéciale pour M. PINAUD étant donné l'emploi exercé

Monsieur AURENGE

par lui à la S.N.C.F.

Reste le cas de MM. LETANG et TILLON au sujet desquels vous voudrez bien nous donner des instructions.

Croyez, Cher Monsieur, à mes sentiments cordiaux et tout dévoués.

Cher Monsieur,

Comme suite à l'entretien téléphonique que je viens d'avoir avec M. AURENCE, je vous fais parvenir ci-joint l'ordre d'appel sous les drapeaux adressé à M. PINAUD pour le 4 Mars 1940.

Cette pièce avait été déposée par l'intéressé au Bureau Central Militaire en vue d'une proposition d'affectation spéciale.

M. AURENCE estimant qu'il n'y avait pas lieu de demander cette affectation, vous voudrez bien remettre purement et simplement l'ordre d'appel sous les drapeaux à M. PINAUD qui devra s'y conformer.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, mon bien amical souvenir et ne m'oubliez pas auprès de ce brave LEVENS.

Monsieur BOUZINAC

Paris le 1er mars 1940

Service Central
du
Personnel

XIV

MM. les Directeurs des Services Centraux.

Réf. N° 3048

Effectifs
Services Centraux

Maintien d'affectés
spéciaux de la 1^{re}
réserve.

L'attention de M. le Directeur Général vient d'être attirée sur le nombre assez élevé d'affectés spéciaux (tableau II) appartenant à la 1^{ère} Réserve (service armé) qui subsistent encore dans les divers Services Centraux.

Il estime que, à moins que leur technicité les rende indispensables dans ces Services, ils doivent :

- ou bien être remis dans les Services actifs, s'ils sont capables d'y tenir un emploi;
- ou bien rayés de l'affectation spéciale.

Rentrent notamment dans cette catégorie les agents des grades ci-dessous :

- expéditionnaires, employés;
- agents de la filière des classeurs, des garçons de bureau, garçons de caisse;
- plantons, manoeuvres, distributeurs;
- éventuellement agents de la filière du contrôle, employés principaux, rédacteurs, lorsque les fonctions remplies ne nécessitent pas une spécialisation assez poussée.

- 1 -

Je vous adresse ci-joint un état nominatif des agents de votre Service qui sont classés au tableau II et appartiennent au service armé de la première réserve.

Les classes indiquées tiennent compte du nombre d'enfants des intéressés.

Je vous serai obligé de vérifier ce tableau qui peut contenir des erreurs ou omissions et de me le retourner, dès que possible après mise à jour, en indiquant dans la colonne " Observations " vos propositions motivées pour chacun des agents énumérés, c'est-à-dire :

- maintien dans votre Service (dans ce cas, bien préciser les fonctions tenues);
- mise à disposition d'une Région (indiquer la Région d'origine et s'il y a lieu, les grades déjà tenus dans les services actifs et les établissements d'emploi correspondants);

.....

- radiation de l'affectation spéciale.

La mise à disposition des Régions ou la radiation de l'affectation spéciale des agents pour lesquels une telle mesure sera reconnue justifiée, devra être réalisée dans un délai maximum de 3 mois à partir du 1er mars.

Le Directeur du Service Central P.

signé: BARTH

Service Central
du PERSONNEL

II

Réf.: N° P 3.055

OBJET:

Agents
travaillant
dans les
Usines

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux
Messieurs les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Par lettre N° D 463/II du 6 Février 1940, je vous ai fait connaître le régime à appliquer aux agents de la S.N.C.F. actuellement occupés dans des usines travaillant pour la Défense Nationale et qui n'y ont pas été détachés sous le régime du Décret du 26 Janvier 1939.

Les dispositions de cette lettre ne s'appliquent pas aux agents qui ont été détachés avec notre consentement depuis la mobilisation et qui continuent à être soumis au régime prévu lors de leur détachement.

Le Ministère de l'Armement est, d'autre part, d'accord pour rendre à la S.N.C.F. ceux de ces agents dont l'affectation aux dites usines n'était pas prévu dès avant les hostilités.

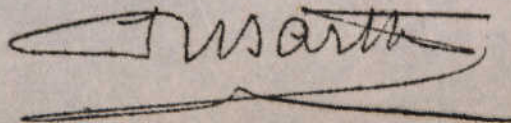
Nous pensons obtenir la même mesure des Ministères de l'Air et de la Marine.

En conséquence, les seuls agents auxquels demeureront applicables les dispositions de la lettre D 463/II du 6 Février 1940 seraient dans l'avenir :

- a) ceux qui demanderaient à rester affectés aux usines où ils sont actuellement occupés,
- b) ceux dont le fascicule de mobilisation prévoyait dès avant la guerre l'affectation à une usine.

La situation des agents visés au § b) ci-dessus sera toutefois ultérieurement révisée.

Le Directeur du Service Central P,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 637/B.M.

Objet :

Transmission des ordres d'appel
des affectés spéciaux changeant
de Région, de Service ou
d'Arrondissement.



Paris, le 9 mars 1940

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Ma lettre-circulaire n° 93/B.M. du 30 avril 1938 prévoit que tout agent inscrit sur les contrôles de l'affectation spéciale qui change de Région, de Service ou d'Arrondissement doit être signalé par l'Arrondissement cédant au Service Central du Personnel (*Bureau Central Militaire*) à l'aide d'un avis de mutation modèle C auquel est annexé l'ordre d'appel de l'intéressé.

Dans un but de simplification il n'y aura plus lieu dorénavant de m'adresser, avec l'avis de mutation modèle C qui m'est destiné, l'ordre d'appel de l'agent muté. Cette pièce sera, comme la fiche modèle A de l'intéressé, jointe à son dossier personnel de façon à être transmise directement au nouvel Arrondissement.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

S.N.C.F.

Service Central
du Personnel



Paris, le 14 Mars 1940.

XIV

Réf. P. 3.110.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions.

OBJET :

Contrôle
de l'emploi
des
affectés
spéciaux

Le contrôle de l'emploi des affectés spéciaux a été organisé dans les conditions suivantes par le Décret du 15 Mai 1939 :

Ce contrôle relève, soit du Ministre de la Défense Nationale, soit des autorités régionales militaires et maritimes

Le Ministre de la Défense Nationale est assisté par une Commission inter-ministérielle^{qui} procède au contrôle des affectés spéciaux appartenant aux Administrations centrales ainsi qu'aux services annexes et établissements publics qui leur sont rattachés.

Dans chaque Région militaire, une Commission régionale procède au contrôle de tous les affectés spéciaux qui ne relèvent pas de la Commission inter-ministérielle.

Il semble bien résulter de ces dispositions que le contrôle de l'emploi des affectés spéciaux de la S.N.C.F. relève exclusivement du Ministre de la Défense Nationale et de la Commission inter-ministérielle fonctionnant sous son autorité.

Les conditions dans lesquelles ce contrôle sera organisé font actuellement l'objet d'un examen de la part du Président de la Commission inter-ministérielle.

Or, nous sommes actuellement saisis par certains Généraux Commandants de Régions de demandes de renseignements sur le nombre, l'emploi ou la répartition par classes de nos affectés spéciaux.

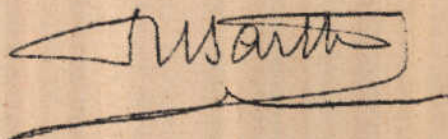
D'autre part, certains Généraux Commandants de Régions ou Préfets nous demandent de désigner ou désignent des fonctionnaires et agents de la S.N.C.F. pour faire partie des Commissions Régionales ou des Commissions départementales de contrôle des affectés spéciaux.

Il convient donc de répondre à ces demandes que le contrôle de l'emploi des affectés spéciaux de la S.N.C.F. n'est pas actuellement

.....

de la compétence des Commissions Régionales et qu'en conséquence nous ne pouvons pas procéder aux recherches ou études qu'elles nous demandent ni autoriser des fonctionnaires et agents de la S.N.C.F. à faire partie de ces Commissions.

Le Directeur du Service Central P,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'M. S. A. R. H.', enclosed within a rectangular box. Below the box is a long, horizontal, slightly wavy line.

5 Mars 1940, 15 h.30

Entretien téléphonique avec M. AURENCE au sujet de MM. PINAUD, LETANG et TILLON.

M. AURENCE déclare qu'il s'est entendu avec la Direction du Service Central du Personnel en ce qui concerne PINAUD, qui ne doit pas partir actuellement; quant à MM. LETANG et TILLON, leur cas ne présente pas d'urgence et leur maintien va être envisagé.

Pour l'instant nous n'avons pas de formalité à remplir.

5 Mars 1940, 18 h.30

visite de M. MARTIN et de M. COUVREUR chez M. de CAQUERAY.

M. MARTIN va faire soumettre à M. AURENCE, par M. COUVREUR, trois propositions d'affectation spéciale pour MM. PINAUD, LETANG et TILLON.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 654/B.M.

Objet :

Régularisation de la situation
militaire des agents
"sans affectation" ou
en "affectation réservée"
appartenant aux classes
1910-1911-1912-1913 .

Paris, le 15 mars 1940



M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Par lettres n°s 623/B.M. du 15 janvier 1940 et 631/B.M. du 25 janvier 1940, je vous ai demandé notamment de me faire parvenir dans tous les cas où vous estimerez qu'il est nécessaire de maintenir les intéressés dans leur emploi à la S.N.C.F., des propositions de classement dans l'affectation spéciale concernant les agents "sans affectation" ou "en affectation réservée" appartenant aux classes 1914 à 1919.

L'envoi de ces propositions à l'autorité militaire étant sur le point d'être terminé, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire parvenir au Bureau Central Militaire, dans les mêmes conditions, vos propositions concernant les agents des catégories susvisées appartenant aux classes 1910 à 1913.

Les bordereaux modèle D qui accompagneront les fiches modèle A des agents proposés devront porter à la 1^{ère} page, d'une façon très apparente, la mention : "propositions présentées en exécution de la lettre n° 654/B.M. du 15 mars 1940".

Pour l'application des dispositions de la présente, devront être considérés également comme des militaires sans affectation :

- les agents mobilisés qui ont été renvoyés dans leurs foyers en raison de leurs charges de famille;
- les exemptés et réformés reconnus bons pour le service armé ou auxiliaire, pères de 4 ou 5 enfants.

**P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,**

LEFORT.

**COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Chefs des Services régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement**

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 655/B.M.

Objet :

Affectés spéciaux
à faire rayer
des Sections de C.F.C.



Paris, le 20 mars 1940

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'adresser par l'intermédiaire de M. le Directeur du Service Central du Mouvement des états spéciaux mod. H en vue de rayer des contrôles des Sections de Chemins de fer de Campagne, s'ils ne sont pas volontaires pour rester dans ces formations, les agents SECONDAIRES appartenant aux catégories ci-après :

a) - agents des classes 1915 et plus anciennes

b) - agents des classes de la 2^{ème} réserve qui, au cours de la guerre de 1914-1918, d'une campagne sur un théâtre d'opérations extérieur ou de la guerre actuelle, ont perdu soit leur père, soit deux ou plusieurs frères dans les conditions qui justifient, en exécution des lois des 2 juillet 1915 et 28 février 1922, l'insertion dans les actes de décès, de la mention : "Mort pour la France".

Ces agents seront, sauf demande expresse de votre part, proposés d'office par mes soins pour être classés dans l'affectation spéciale au titre du tableau n° 2.

Pour combler les vacances qui seront ainsi créées dans les Sections, il conviendra de proposer des agents classés dans l'affectation spéciale (tableau n° 2) appartenant aux classes de mobilisation 1926 et plus jeunes (classes bonifiées s'il y a lieu suivant les charges de famille des intéressés), sauf s'ils sont pères de 2 enfants.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

LEFORT

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Chefs des Services régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Commandants des Sections de C.F.C.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Paris, le 23 mars 1940

1^{ère} DIVISION

N° 657/B.M.

Objet :

Affectation spéciale
concernant des agents exemptés
ou réformés reconnus aptes
au service militaire.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Nous avons demandé à l'Autorité Militaire l'autorisation de proposer le classement dans l'affectation spéciale des agents exemptés ou réformés, qui, reconnus aptes au service militaire (*service armé ou service auxiliaire*), n'ont pas encore été appelés sous les drapeaux (*en ce qui concerne les réformés, qu'ils aient ou non accompli la durée totale du service militaire légal imposé à leur classe d'âge*), à condition que ces agents appartiennent aux classes de mobilisation 1929 et plus anciennes.

Afin d'être prêts à présenter rapidement ces propositions, au cas où nous y serions autorisés, j'ai l'honneur de vous demander de me faire adresser, d'URGENCE, les propositions utiles en faveur de ceux de ces agents dont le maintien en service sera jugé nécessaire.

Ces propositions seront présentées sous forme de bordereaux modèle D, dans les conditions prévues au paragraphe 2° de la lettre n° P. 3.029 du 26 février 1940.

Les bordereaux modèle D devront porter à la 1^{ère} page, d'une façon très apparente, la mention : "Propositions présentées en exécution de la lettre n° 657/B.M. du 23 mars 1940".

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

Litho D. A. 3000

Litho D.C. Swes, W. Eop

COMMISSION CENTRALE
DES
CHEMINS DE FER

D 463/10

N° 659/B.M.

Objet :
Prorogation
des affectations
spéciales

Contentieux
Le 16 avril 1940.

1
M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions

Certains Services appellent mon attention sur des agents officiers de réserve placés hors cadres (*affectation spéciale*), qui sont en possession d'ordres de mobilisation individuels ou qui reçoivent des avis spécifiant que leur affectation spéciale doit prendre fin à une date déterminée et qu'ils devront alors rejoindre le Dépôt auquel ils sont affectés.

Il est bien entendu que, sauf dans le cas où ils feraient ou auraient fait, de la part de la Société Nationale des Chemins de fer Français, l'objet d'une proposition de radiation des contrôles de l'affectation spéciale, ces agents bénéficient de la mesure prévue par les lettres-circulaires n° 595/B.M. du 21 octobre 1939 et n° 605/B.M. du 22 novembre 1939, et qu'ils doivent rester à leur poste quelles que soient les prescriptions de leur ordre de mobilisation.

LE COMMISSAIRE MILITAIRE,
PAQUIN.

LE COMMISSAIRE TECHNIQUE,
LE BESNERAIS.

Litho 2.6.1940, p. 106

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E. - M. T. - V. B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissements

SOCIETE NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

SERVICE CENTRAL DU
PERSONNEL

1ère Division

N° P. 3.322

Objet :
Affectés spéciaux à faire rayer
des Sections de C.F.C.

Paris, le 13 Mai 1940.



XIV

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des
Régions.

Il est signalé que l'application de la lettre N° 655 B.M. du 20 Mars 1940 a soulevé dans certains cas des difficultés provenant de ce qu'il n'était pas possible de trouver parmi les agents des classes de mobilisation 1926 et plus jeunes, les agents nécessaires pour remplacer dans les Sections de chemins de fer de campagne les agents que l'on se proposait d'en rayer et notamment ceux des classes 1915 et plus anciennes.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir prendre note qu'il y a lieu de modifier comme suit les dispositions de la lettre précitée :

1°- Il ne sera envisagé de radiations des contrôles des Sections de chemins de fer de campagne qu'en faveur des agents des classes 1915 et plus anciennes et non en faveur des agents de la catégorie (b) de la lettre 655 B.M.

2°- Il ne sera effectué de radiations que dans la mesure où les vacances peuvent être comblées sans difficultés.

3°- Les vacances seront comblées à l'aide des agents classés dans l'affectation spéciale (Tableau N° II) appartenant aux classes de mobilisation 1926 et plus jeunes (classes bonifiées s'il y a lieu, suivant les charges de famille des intéressés) qu'ils soient ou non pères de deux enfants.

4°- Dans le cas où il serait impossible de combler les vacances à l'aide des agents visés au (3°) il pourra être fait appel à des agents de classes plus anciennes.

P. le Directeur du Service Central P,
Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

Henri Lefort

Copie adressée à :

M.M. les Directeurs des Services Centraux,
M.M. les Chefs des Services Régionaux (E - M.T. - V.B.)
M.M. les Commandants des Sections de C.F.C.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1^{ère} DIVISION

N° 666/B.M.

Paris, le 27 mai 1940

Objet :

Affectation spéciale
concernant des agents
exemptés ou réformés
reconnus aptes au service
militaire.

M.M. les Directeurs de l'Exploitation
des Régions.

Par lettres n°s 657/B.M. et 658/B.M. des 23 et 30 mars 1940, je vous ai indiqué les conditions dans lesquelles il convenait de présenter des propositions de classement dans l'affectation spéciale en faveur des agents exemptés ou réformés reconnus aptes au service militaire.

Une partie seulement des propositions présentées par application de ces lettres a été retenue par l'Autorité Militaire; la suite donnée à ces propositions est indiquée sur les bordereaux mod. D en retour.

Les dispositions des lettres n°s 657 et 658/B.M. sont donc désormais sans objet.

Vous pourrez toutefois présenter des propositions de classement dans l'affectation spéciale en faveur des agents réformés appartenant aux classes 1918 et plus anciennes, reconnus aptes au service armé ou auxiliaire après le 1^{er} mai 1940 par les Commissions de Réforme, sous réserve que les intéressés aient accompli la durée totale des obligations d'activité imposée à leur classe d'âge.

Ces propositions seront présentées sous forme de bordereaux Modèle D, dans les conditions prévues au paragraphe 2° de la lettre n° P.3.029 du 26 février 1940.

Les bordereaux modèle D devront porter à la 1^{ère} page, d'une façon très apparente, la mention "Propositions présentées en exécution de la lettre n° 666/B.M. du 27 mai 1940".

Les fiches modèle A qui accompagneront les bordereaux modèle D devront préciser la durée du service militaire actif accompli par les intéressés.

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,
*Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,*

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Chefs des Services Régionaux
(E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Paris, le 28 mai 1940

1^{ère} DIVISION

N° 667/B.M.

Objet :

M.M. les Directeurs de l'Exploitation
des Régions.

Reclassement dans
l'affectation spéciale des
agents rayés de la dite affectation par suite de réforme
du Service Militaire
et récupérés.

Le Ministre de la Défense Nationale et
de la Guerre a décidé de reclasser dans
l'affectation spéciale les réservistes rayés
de la dite affectation par suite de réforme
temporaire ou définitive, puis récupérés par
les Commissions de Réforme.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir
bien me faire parvenir d'urgence, dans les
conditions prévues au paragraphe 2^e de la
lettre n° P. 3.029 du 26 février 1940, les
propositions utiles.

Les bordereaux Modèle D devront porter à
la 1^{ère} page, d'une façon très apparente, la
mention : "Propositions présentées en exé-
cution de la lettre n° 667/B.M. du 28 mai 1940".

P. LE DIRECTEUR DU SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL,

Le Chef de la Division Centrale
de l'Administration du Personnel,

LEFORT.

COPIE ADRESSEE à M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Chefs des Services Régionaux
(E. - M.T. - V.B.)
M.M. les Chefs d'Arrondissement

(1) _____

(2) _____

[illegible]

A reporter.....

- (1) Service (Exploitation - Matériel et Traction - Voie et Bâtiments - etc...).
 - (2) Arrondissement (ou Circonscription assimilée).
 - (3) Ce bordereau doit être établi en 3 exemplaires (1 exemplaire est conservé par l'Arrondissement).
 - (4) Rayer la mention inutile.
 - (5) Inscrire les noms des agents dans l'ordre rigoureusement alphabétique.
 - (6) Désigner ces places dans la colonne "observations".
 - (7) S'il s'agit d'une proposition de mise en appel différé, mentionner dans cette colonne tout ce qui est susceptible de justifier ou d'appuyer cette proposition.
- Si la proposition de mise en appel différé ou de classement dans l'affectation spéciale est faite dès l'admission de l'agent dans les cadres, porter en outre la mention : "agent nouveau".

		RÉGION	
Nom			
Prénoms			
Né le		à	
Canton		, dép ^t d	
Recrutement		SERVICE	
{ d'origine : N° M ^{le} : { du domicile : N° M ^{le} :			
Appelé S ^{rs} le		Engagé pour ans le	
Renvoyé dans ses foyers le			
Dates		{ du passage dans la disponibilité : { du passage dans la 1 ^{re} réserve : { de la libération définitive :	
Surviv		ARRONDISSEMENT	
Exemption			
Réforme			
Position/ diverses			
Service militaire accompli au			
Grade :			
Affectation en cas de mobilisation :			
Classe de recrutement		CLASSE DE MOBILISATION	
GÉNIE (Convention)		{ Affecté au C.M.G. n° le { Passé au C.M.G. n° le { Spécialité : { Rayé des contrôles du Génie le { Motif de la radiation :	

APPEL DIFFÉRÉ	{	Date de la proposition :	Durée :
		décision :	Motif :
		radiation :	

FASCICULE ou ordre de mobilisation entre les mains de l'agent	Modèle	Date de remise	Modèle	Date de remise	Modèle	Date de remise	Modèle	Date de remise

SERVICES ACCOMPLIS DANS LES CHEMINS DE FER AVANT L'ADMISSION DANS LES CADRES DE LA S.N.C.F.
(avant ou après le Service militaire) :

[illegible]

SITUATION ADMINISTRATIVE

[illegible]

AFFECTATION SPÉCIALE

Tableau N° II

[illegible]

Tableau N°I

[illegible]

N° 75
SÉNAT
ANNEE 1940
SESSION ORDINAIRE

Annexe au procès-verbal de la séance du 9 avril 1940.

PROPOSITION DE LOI

Sur l'égalité des charges militaires,

PRÉSENTÉE

PAR M. CHARLES REIBEL

Sénateur.

(Renvoyée à la Commission de l'armée.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La poursuite d'une guerre qui peut être longue exige une égalité aussi stricte que possible dans la répartition entre les citoyens des charges militaires.

Certes, les besoins de fabrication d'armement imposent le maintien à l'arrière et l'emploi dans des usines d'hommes appartenant à des classes mobilisables, parfois même à des classes jeunes.

Mais la justice ne peut admettre qu'à une telle faveur, que légitime seule la nécessité, puisse s'ajouter le bénéfice d'un traitement pécuniaire plus avantageux que celui des hommes incorporés dans des unités militaires.

Or, le système actuel fait apparaître des différences de traitement qui choquent le sens si profondément français de l'égalité : ainsi, no-

tamment, la plupart des fonctionnaires mobilisés continuent de toucher l'intégralité de leur traitement; ainsi encore, les hommes des vieilles classes mis à la disposition du Ministre de l'Armement se voient affectés à des établissements, où ils travaillent avec des ouvriers, souvent beaucoup plus jeunes qu'eux, qui vivent en famille et perçoivent des salaires importants, alors qu'eux-mêmes, qui ont fait l'autre guerre, subissent tous les inconvénients de la vie militaire et ne perçoivent qu'une solde et des primes relativement insignifiantes.

L'objet de la présente proposition de loi est de mettre un terme à une situation qui, en se développant, risque de créer entre les différentes classes de la nation de graves dissentiments susceptibles de rompre son unité et de porter atteinte au moral des armées.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Tous les hommes qui appartiennent à des classes mobilisables et qui ne sont ni réformés, ni exemptés, sont considérés comme mobilisés et traités comme tels.

Des décrets rendus sous la forme de règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi, notamment en ce qui concerne les assimilations de grades, les primes de capacité ou de rendement, et les indemnités représentatives d'habillement, de nourriture et de logement.

ART. 2.

Les économies résultant pour le budget de l'Etat de l'application de la présente loi serviront à réajuster les taux des soldes et prêts, ainsi que ceux des allocations militaires, dont bénéficieront désormais de plein droit les femmes et enfants des mobilisés.

N° 7082

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SEIZIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1940

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 avril 1940.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le prêt attribué aux soldats et à accorder le bénéfice de la solde mensuelle à tous les sous-officiers de réserve,

(Renvoyée à la Commission de l'armée)

PRÉSENTÉE

PAR MM. PAUL SAURIN, ANDRÉ BEAUGUITTE, PEUGEOT, ANTIER, FOURRIER, PAUL CREYSSEL, JACQUES BOUNIN, P.-O. LAPIE, BEAUDOIN, PITOIS, PAUL IHUEL, CHASSEIGNE, JEAN LEROY, JEAN CROUAN, JEAN DESCHANEL, le duc d'HARCOURT,

Députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Tous les Français mobilisés pour la défense du pays ont consenti à la nation les plus lourds sacrifices. Abandonnant famille et situation, ils ont magnifiquement répondu à l'appel de la Patrie. Mais il faut songer à tous ceux, si nombreux, dont les ressources matérielles étaient insignifiantes et dont la situation matérielle est voisine de la misère. L'existence de leur famille a été bouleversée par leur départ et eux-mêmes, aux armées, ne peuvent en attendre aucun soulagement.

Or, les simples soldats reçoivent aujourd'hui un prêt derisoire

qui, si l'on tient compte de la dépréciation de notre monnaie depuis vingt-cinq ans, n'est même plus à parité de celui accordé à leurs aînés de la guerre 1914-1918.

Beaucoup établissent un parallèle entre la situation du soldat britannique et celle du soldat français combattant côte à côte. Et rien n'est plus fâcheux pour le moral des hommes que le sentiment d'une injustice.

L'application du coefficient 10 au prêt de 1914, nous apparaît équitable et porterait le prêt actuel à 2 fr. 50 par jour pour les soldats de 2^e classe.

La situation matérielle des sous-officiers de réserve est aussi digne d'intérêt. Les services qu'ils rendent à l'armée sont en tous points égaux à ceux des sous-officiers de l'active et l'inégalité des traitements n'en apparaît que plus que choquante.

Accorder la solde mensuelle à tous les sous-officiers de réserve est un devoir d'élémentaire justice.

Pour toutes ces raisons, nous nous permettons, Messieurs, de soumettre à vos délibérations la proposition de résolution ci-après :

PROPOSITION DE RÉOLUTION

La Chambre des Députés invite le Gouvernement à augmenter sensiblement le prêt du soldat et à accorder le bénéfice de la solde mensuelle à tous les sous-officiers de réserve mobilisés aux armées.

N° 7070

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SEIZIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1940

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 avril 1940.

PROPOSITION DE LOI

*tendant à créer un statut des anciens combattants
de la guerre 1914-1918 actuellement mobilisés,*

(Renvoyée à la Commission de l'armée)

PRÉSENTÉE

PAR M. CHOUFFET,

Député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Il ne suffit plus de proclamer la reconnaissance du pays envers ses anciens défenseurs, il faut prouver aux anciens combattants que cette reconnaissance n'est pas un mot creux, vide de sens.

Or, les anciens combattants viennent d'être mobilisés au même titre que les autres citoyens, sans aucun égard pour leurs états de service.

Certains d'entre eux sont affectés aux C.^oO. R. A. C. dans des établissements industriels et touchent une solde dérisoire, alors qu'à côté d'eux des jeunes affectés spéciaux perçoivent au contraire des salaires élevés. Souvent ces vétérans sont placés sous les ordres de jeunes qui, évidemment, ne tiennent aucun compte des services passés et de l'âge de leurs subordonnés.

La question du cantonnement laisse parfois beaucoup à désirer.

En ce qui concerne l'habillement, le port des décorations étant permis, l'on a pu constater des vétérans arborant leurs croix et médailles sur des uniformes hors service, utilisables uniquement pour les corvées de quartier.

Souvent, ils sont traités comme des recrues de 20 ans.

Il faut d'urgence mettre un terme à ce profond malaise, incompatible avec le maintien d'un bon moral dans le pays.

Ils ont des droits sur nous a dit Clemenceau. Il importe donc de le reconnaître et de leur accorder des avantages bien mérités.

On peut s'inspirer de ce qui a été fait pour les pères de famille et procéder par assimilation.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que beaucoup d'anciens combattants sont pères d'un seul enfant et qu'ils n'ont droit à aucune bonification de classe, alors qu'il n'est pas exagéré de penser que sans la guerre qui les a le plus souvent diminués physiquement, en tout cas appauvris et éloignés de leur foyer pendant des années, les anciens combattants auraient eu des familles plus nombreuses.

Il n'est pas question de critiquer ou de revenir sur les droits des pères de famille, il s'agit seulement de faire un parallèle et de s'inspirer de ce qui été fait à leur profit.

Un père de deux enfants bénéficie de quatre classes, nous estimons qu'une bonification égale est un minimum pour tout titulaire de la carte du combattant.

Pour les bonifications supplémentaires, nous proposerons de nous baser sur les brisques auxquelles chaque soldat avait droit.

Une première brisque était accordée après une année de front et une brisque nouvelle était octroyée tous les six mois de présence au feu. Enfin, chaque blessure ouvrait également droit à une brisque.

Nous proposerons donc une bonification de une classe par brisque.

Enfin une catégorie d'anciens combattants aurait dû être épargnée, ceux qui sont mutilés de guerre, mais n'ont pas été réformés et ont été simplement versés dans le service auxiliaire. Ceux-là ont suivi le sort de leur classe et ont été rappelés sans considération spéciale.

N'oublions pas que ce sont des *privilegiés dans la souffrance*, ils ont donc droit à quelques égards.

Ces hommes, insistons sur ce point, depuis plus de vingt ans ont souffert chaque jour dans leur chair, meurtrie du fait de leurs blessures de guerre ou de leurs maladies contractées aux armées.

Nous demandons donc que tout pensionné de guerre, bénéficiaire de la loi du 31 mars 1919 et titulaire de la carte du combattant soit dégagé de toute obligation militaire, ceci par assimilation aux pères de six enfants (n'oublions pas que dans la pratique même les pères de quatre enfants sont rentrés dans leur foyer parce qu'assimilés à la plus vieille classe de la deuxième réserve, ce n'est pas trop demander que d'accorder un privilège égal aux pensionnés de guerre).

Pour toutes ces raisons, nous vous soumettons la proposition de loi ci-après :

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

Une bonification de quatre classes est accordée à tous les soldats et sous-officiers des armées de terre et de mer, titulaires de la carte du combattant.

Art. 2.

Une bonification supplémentaire d'une classe est accordée par brisque d'ancienneté au front et par brisque de blessure.

Art. 3.

Tout titulaire de la carte du combattant, pensionné pour blessures de guerre ou maladie contractée aux armées pendant la guerre 1914-1918, et à ce titre bénéficiaire de la loi du 31 mars 1919, sera dégagé immédiatement de toute obligation militaire.

N° 7066

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SEIZIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1940

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 avril 1940.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux hommes des réserves, bénéficiaires de recul de classe de mobilisation à cause de leurs enfants, un délai nouveau, leur permettant de faire à leur recrutement la déclaration de naissance de ces enfants, prévue d'ailleurs par la loi du 31 mars 1928,

(Renvoyée à la Commission de l'armée)

PRÉSENTÉE

PAR M. ANDRÉ ALBERT,

Député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Nombreux sont les pères de famille qui, comptant sur les secrétaires de mairies ou par simple négligence, ou surtout par ignorance, ont omis de déclarer à leur bureau de recrutement la naissance de leurs enfants, ce qui leur interdit de bénéficier du « déclassement » auquel ils avaient droit. S'il est vrai qu'au début des hostilités, ils tentèrent de se mettre en règle, il est vrai aussi qu'ils se virent opposer un refus catégorique.

Nombreux également sont les soldats qui, appartenant à des classes de recrutement démobilisées, devraient être renvoyés dans leurs foyers, et qui, n'ayant pas fait la déclaration de naissance de

leurs enfants, ne peuvent jouir des bonifications de classes et sont considérés comme appartenant à des classes de mobilisation qui, elles, sont encore mobilisées alors que, s'ils s'étaient mis en règle, ils devraient être renvoyés dans des dépôts ou démobilisés. D'autres devraient appartenir à la seconde réserve, et sont considérés comme de la première.

Certes, l'article 58 de la loi du 31 mars 1928 est précis : « il n'est pas tenu compte, en matière de changement de classe, des déclarations qui n'ont pas été faites dans le délai d'un mois avant la publication du décret de mobilisation, sauf dans le cas où ces déclarations résultent d'une situation nouvelle. »

Refuser aux pères de familles mobilisés de tenir compte de leur situation de famille représente une injustice grave risquant d'atteindre inutilement « le moral » de l'armée, alors que cette guerre, on l'a dit mille fois, est une « guerre de moral ». Il convient de soutenir énergiquement ce « moral ». En conséquence, nous vous prions de bien vouloir adopter la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La Chambre des Députés invite le Gouvernement à admettre à titre exceptionnel les hommes de réserve, appelés, du fait de leur situation de famille, à bénéficier d'une bonification de classe de mobilisation et qui n'ont pas fait la déclaration prévue à cette fin par l'article 58 de la loi du 31 mars 1928, à faire cette déclaration dans un délai nouveau d'un mois dont la date de départ sera fixée par le Gouvernement.

N° 7065

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SEIZIÈME LÉGISLATURE

SESSION DE 1940

Annexe au procès-verbal de la séance du 11 avril 1940.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

*tendant à inviter le Gouvernement à accorder la solde mensuelle
à tous les sous-officiers,*

(Renvoyée à la Commission de l'armée)

PRÉSENTÉE

PAR M. ANDRÉ ALBERT,

Député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Les protestations provoquées par les différences de traitement existant entre diverses catégories de sous-officiers sont légitimes; elles le sont à ce point que le décret du 27 octobre 1939 a élargi le champ d'application de la solde mensuelle; nombreux sont encore, cependant, les sous-officiers réservistes qui ne jouissent pas de cet avantage, et sont réduits à une situation indigne de leur grade. La misérable solde journalière ne peut permettre à ces hommes modestes de vivre convenablement. Il faut également songer aux rapports des sous-officiers entre eux, ils doivent assurer le fonctionnement du mess et de la popote; il est facile de deviner le caractère humiliant de la situation faite au sous-officier à solde journalière, par rapport à ses collègues, qui, parfois, ont fait moins de service que lui. En effet, des engagés de dix-huit mois (à une époque où la

durée légale du service était de douze mois) ont droit à la solde mensuelle, pendant que les sous-officiers non engagés, ayant appartenu aux classes astreintes au service de deux ans, n'ont pas droit à la solde mensuelle. L'un reçoit 1.100 francs au minimum, et l'autre 57 francs ! Il y a là une absurdité indéfendable.

Nous vous demandons donc, pour faire disparaître cette anomalie, de voter la proposition de résolution qui suit :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La Chambre des Députés, devant l'insuffisance de la solde journalière des sous-officiers qui ne peut leur permettre une vie décente, invite le Gouvernement à accorder la solde mensuelle à tous les sous-officiers desquels d'ailleurs sont exigés les mêmes services et demain les mêmes sacrifices.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE

**Nouveau règlement d'administration publique
pour l'application de l'article 52 de la loi
du 31 mars 1928 concernant les affectations
spéciales en cas de mobilisation.**

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 15 mai 1939.

Monsieur le Président,

La loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (art. 52) a fixé les principes suivant lesquels les affectations spéciales peuvent être prononcées et a précisé, en particulier, que ces affectations ne peuvent être accordées, pour les hommes appartenant à la 1^{re} réserve du service armé, qu'en cas de nécessité absolue et uniquement pour la satisfaction des besoins de l'armée.

Le décret en date du 17 septembre 1930 constitue la réglementation d'application de l'article précité de la loi du 31 mars 1928; les tableaux qui lui sont annexés définissent les catégories de professions et d'emplois susceptibles de comporter des affectations spéciales.

Il importe de reviser ce décret, modifié à différentes reprises depuis 1930, et de limiter au strict minimum le nombre des affectés spéciaux, en raison notamment des possibilités offertes, pour le recrutement du personnel de remplacement, par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Cette loi donne, en effet, aux administrations, services et établissements, le droit de rechercher le personnel destiné à remplacer les mobilisables en faisant appel à leurs retraités, à des engagés à titre civil et à des requis.

Le projet de décret ci-joint a été établi, en vue de réaliser une application rigoureuse, d'une part, des dispositions de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, d'autre part, des principes nouveaux posés par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Ce projet prévoit, dans ce but, que les affectations spéciales concernant les hommes de la première réserve du service armé ne seront accordées que dans des emplois indispensables à la satisfaction des besoins des armées; en outre, les affectations spéciales, au titre de la deuxième réserve, ont été sévèrement révisées.

Par ailleurs, les administrations, services et établissements sont tenus, avant de faire appel à l'affectation spéciale, d'utiliser la totalité des ressources en personnel dont elles peuvent disposer en application de la loi du 11 juillet 1938.

Dans le cas général, la durée des affectations spéciales est limitée à trois mois; leur renouvellement pourra être demandé au cours du premier trimestre des hostilités en cas de besoin justifié.

Cette disposition entraînera une révision générale des affectations spéciales, avant l'échéance du troisième mois de guerre. Une seule exception à cette règle a été consentie à l'égard des spécialistes appartenant à des professions industrielles rares, et dont la liste est annexée au décret.

Toutefois les administrations, services et établissements recevront leur personnel de remplacement — retraités, engagés et requis — seulement au cours des premières semaines de guerre. Afin d'éviter une désorganisation des services publics pendant la période de mobilisation, le décret institue une affectation spéciale d'une durée de trente jours au maximum qui n'est en aucun cas renouvelable mais qui est subordonnée à des conditions d'âge ou d'emploi moins strictes.

Enfin, le décret prévoit la mise en œuvre, à l'échelon national et régional, de commissions de contrôle qui contribueront dans une large mesure à la limitation indispensable du nombre des affectés spéciaux.

Tel est l'objet du présent règlement que nous vous prions, si vous en approuvez la teneur, de bien vouloir revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre de la marine militaire,
C. CAMPINCH.*

*Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine militaire et du ministre de l'air.

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et notamment l'article 52 de ladite loi, ainsi conçu :

« En cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient.

« Peuvent être affectés soit aux corps spéciaux, composés de militaires des réserves, soit à leur emploi ou profession du temps de paix, soit à un emploi similaire, avec ou sans changement de résidence, les hommes du service auxiliaire, les hommes du service armé appartenant à la deuxième réserve, dont l'activité professionnelle est indispensable, soit à la satisfaction des besoins de l'armée, soit au fonctionnement des administrations publiques, soit au maintien de la vie économique du pays. En cas de nécessité absolue, les hommes du service armé appartenant à la première réserve peuvent recevoir une affectation spéciale, mais uniquement pour la satisfaction des besoins de l'armée. Les affectations spéciales prévues au présent alinéa ne peuvent être prononcées qu'en faveur des hommes exerçant leur profession ou titulaires de leur emploi depuis deux ans au moins, à partir de leur passage dans la première réserve.

« En cas de mobilisation, les affectés spéciaux font partie de l'armée et sont justiciables des tribunaux militaires. Ils reçoivent comme salaire de base les allocations et prestations correspondant à leur grade militaire. Ils peuvent être relevés de leur emploi et affectés à un corps de troupe ordinaire; inversement, les hommes mobilisés dans les corps de troupe ordinaires peuvent, en cas de besoin, être placés dans l'affectation spéciale.

« Hors le cas de mobilisation, lorsque les circonstances l'exigeront, les affectés spéciaux pourront être appelés sous les drapeaux par décret rendu en conseil des ministres, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Le Gouvernement en rend compte aux Chambres, immédiatement si elles sont en session et dans les huit jours après leur réunion si elles sont hors session.

« Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'application des dispositions du présent article. Il déterminera notamment les catégories de professions qui peuvent comporter des affectations spéciales, les classes de réserve dans lesquelles ces affectations pourront être prononcées, la composition des commissions d'inspection chargées de s'assurer, dès la mobilisation, que les affectations spéciales intervenues sont indispensables; ce règlement d'administration publique sera inséré au *Journal officiel*.

Vu la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation générale de l'armée;

Vu la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et notamment ses articles 5 et 71;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, et notamment ses articles 1^{er} et 3, disposant que les mesures destinées à passer de l'organisation pour le temps de paix à l'organisation pour le temps de guerre sont prévues dès le temps de paix et que les mesures relatives à la constitution des armées en personnel sont préparées sous la haute

autorité du président du conseil ou de son délégué, le ministre de la défense nationale, par les ministres de la guerre, de la marine et de l'air;

Vu le décret du 17 septembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1928, relatif aux affectations spéciales en cas de mobilisation, ledit décret modifié par les décrets des 4 juillet 1933, 16 août 1934 et 28 mai 1936;

Vu le décret du 4 octobre 1930 portant règlement d'administration publique sur le statut des affectés spéciaux;

Vu le décret du 15 mars 1934 relatif aux affectations spéciales de l'armée de mer;

Vu les avis du ministre des colonies, du ministre de l'économie nationale, du ministre de l'intérieur, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre de la santé publique, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre de la marine marchande;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Les militaires et marins, gradés ou non gradés des réserves, peuvent recevoir des affectations spéciales dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 et par le présent décret; le statut des affectés spéciaux reste régi par le décret du 4 octobre 1930.

Avant de faire appel à l'affectation spéciale, les administrations et services publics sont tenus d'utiliser au préalable la totalité du personnel retraité, engagé ou requis dont ils peuvent disposer par application des articles 14 et 18 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Le classement dans l'affectation spéciale est prononcé compte tenu, d'une part, des besoins des forces armées et, d'autre part, des besoins ressortant des plans de mobilisation des administrations, services publics, établissements ou usines, ces plans devant faire état des simplifications administratives à réaliser en vue du temps de guerre.

Art. 2. — Les affectations spéciales sont essentiellement temporaires; elles sont, suivant la nature de la profession ou de l'emploi, accordées:

Soit pour une durée d'un mois au maximum non renouvelable;

Soit pour une durée de un à trois mois, dont la prolongation est prononcée, en cas de besoin justifié, par l'autorité militaire;

Soit, à titre exceptionnel, pour une durée supérieure à trois mois, en ce qui concerne les corps spéciaux figurant au tableau 1 annexé au présent décret et certaines professions industrielles indispensables dont la liste est annexée au tableau 3 du présent décret.

Seuls peuvent comporter des affectations spéciales les emplois ou professions qui sont indiqués aux tableaux joints au présent décret et énumérés distinctement:

Les corps spéciaux (tableau n° 1);

Les administrations et grands services publics (tableaux n° 2 et n° 2 bis);

Les professions industrielles (tableau n° 3);

Les professions agricoles (tableau n° 4);

Les professions commerciales (tableau n° 5);

Les catégories de Français résidant à l'étranger (tableau n° 6).

Art. 3. — Le classement dans l'affectation spéciale est prononcé par le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air suivant qu'il s'agit de réservistes de l'armée de terre, de l'armée de mer ou de l'armée de l'air, ou sur délégation, par les officiers généraux commandant les régions militaires, maritimes ou aériennes.

En ce qui concerne les officiers appartenant aux première et deuxième réserves et les sous-officiers ou hommes de troupe du service armé appartenant aux « classes jeunes » de la première réserve telles qu'elles figurent au tableau de répartition des classes de mobi-

lisait publié chaque année au *Journal officiel*, la décision est toujours prise par le ministre lui-même.

Les affectations spéciales peuvent être rapportées à tout moment par les autorités qui les ont prononcées, si les besoins de l'armée ou les nécessités de la discipline l'exigent.

Art. 4. — Les affectés spéciaux sont désignés :

a) Normalement parmi les hommes du service auxiliaire et parmi les hommes du service armé (deuxième réserve), s'il s'agit de satisfaire soit aux besoins de l'armée, soit au fonctionnement des administrations publiques, soit au maintien de la vie économique du pays;

b) En cas de nécessité absolue, parmi les hommes du service armé (première réserve) appartenant aux plus anciennes classes de la première réserve dites « classes intermédiaires » uniquement en vue de pourvoir au fonctionnement de services ou établissements concourant directement à la satisfaction des besoins de l'armée;

c) A titre tout à fait exceptionnel parmi les hommes appartenant aux plus jeunes classes de la 1^{re} réserve dites « classes jeunes », pour certains emplois d'une importance spéciale prévus aux tableaux annexés et dont les titulaires ne peuvent être personnellement remplacés.

Art. 5. — Le contrôle de l'emploi des affectés spéciaux relève soit du ministre de la défense nationale, soit des autorités régionales, militaires et maritimes assistés par les commissions visées dans les articles 6 et 7 ci-après, qui sont chargées de limiter le nombre des affectés spéciaux, sans pouvoir en aucun cas proposer de nouvelles affectations spéciales.

Art. 6. — Une commission interministérielle fonctionnant sous l'autorité du ministre de la défense nationale et comprenant :

Un officier général, nommé par le ministre de la défense nationale, président;

Trois représentants du ministre de la guerre : état-major de l'armée, service du recrutement à l'administration centrale, direction des fabrications d'armement;

Un représentant du ministre de la marine;

Un représentant du ministre de l'air;

Un représentant du ministre du travail;

Un représentant désigné par chaque ministre intéressé avec voix délibérative pour les affectés spéciaux qui dépendent de son département ministériel;

Un officier du service du recrutement, secrétaire, désigné par le ministre de la guerre, procède au contrôle des affectés spéciaux appartenant aux administrations centrales ainsi qu'aux services annexes et établissements publics qui leur sont rattachés; elle fait effectuer par ses délégués, toutes vérifications utiles sur pièces et sur place.

Elle est habilitée à connaître dès le temps de paix les plans de mobilisation de ces administrations, services et établissements; au vu de ces plans, elle propose au ministre de la défense nationale toutes mesures utiles en vue d'adapter le nombre des affectés spéciaux aux besoins en personnel, réduits au strict minimum, des administrations, services et établissements à la mobilisation; elle indique notamment les possibilités d'utilisation des fonctionnaires retraités soit par leur administration d'origine, soit par tout autre service. Les décisions prises par le ministre de la défense nationale à la suite des propositions de la commission sont notifiées pour exécution aux ministres de la guerre, de la marine ou de l'air ou aux officiers généraux commandant les régions militaires, maritimes ou aériennes.

Cette commission propose en outre au ministre de la défense nationale toutes mesures d'ordre général ou collectif concernant les affectés spéciaux et, en particulier, celles ayant pour objet d'assurer une même méthode de surveillance et de contrôle dans toutes les régions. Elle a également dans ses attributions l'étude des modifications à apporter aux tableaux visés par l'article 2 du présent décret.

L'officier général président de la commission interministérielle, agissant par délégation du ministre de la défense nationale, fait

procéder à toutes missions de vérifications nécessaires auprès des commissions régionales.

Art. 7. — Dans chaque région militaire une commission régionale comprend :

Un officier général, désigné par le général commandant la région militaire, président;

Un membre de l'administration préfectorale, désigné par le préfet du siège de la commission;

Un officier désigné par le vice-amiral commandant la région maritime;

Un officier désigné par le général commandant la région aérienne;

L'inspecteur du travail accrédité auprès du général commandant la région militaire;

Les conseillers techniques accrédités auprès de ce dernier ou les représentants régionaux des administrations intéressées;

Un officier du service du recrutement, secrétaire de la commission.

Les commissions régionales procèdent dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article précédent au contrôle de tous les affectés spéciaux qui ne relèvent pas de la commission interministérielle. Elles adressent leurs propositions au général ou vice-amiral commandant la région, qui statue, sous réserve des exceptions mentionnées dans le paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus.

Un rapport d'ensemble sur l'activité des commissions de contrôle est adressé le 31 décembre de chaque année au ministre de la défense nationale par la commission interministérielle. A cet effet, les commissions régionales rendent compte de leurs travaux à l'officier général président de la commission interministérielle.

Art. 8. — La mise en vigueur des premières mesures prévues en cas de tension extérieure a pour effet de suspendre, jusqu'à nouvel ordre de l'autorité militaire, l'examen de toute demande nouvelle de classement dans l'affectation spéciale.

Les réservistes en instance de classement dans l'affectation spéciale à ce moment et dont l'ordre ou le fascicule de mobilisation n'a pas encore été échangé doivent se conformer aux prescriptions de l'ordre ou du fascicule qu'ils détiennent.

Art. 9. — Les dispositions ci-dessus sont applicables à tous les français soumis aux obligations de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat et territoires sous mandat relevant respectivement des ministres de l'intérieur, des colonies ou des affaires étrangères, sous réserve des dispositions particulières ci-après :

Le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs généraux, les chefs de colonies, les résidents généraux et supérieurs, le haut commissaire de la République dans les Etats sous mandat du Levant et ses délégués, les hauts commissaires et les commissaires de la République reçoivent une affectation spéciale sur demande des ministres dont ils dépendent, cette affectation spéciale pouvant être prononcée pour une période supérieure à trois mois.

Pour les autres emplois administratifs et pour les professions industrielles, commerciales et agricoles, le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs généraux, les chefs de colonies, les résidents généraux et supérieurs, les hauts commissaires et commissaires de la République, chacun en ce qui concerne les territoires placés sous son autorité, et suivant les instructions données par le ministre dont ils relèvent, établissent, après avis conforme de l'autorité militaire, maritime ou aérienne locale, les listes d'emplois qui sont occupés par les fonctionnaires ou agents des cadres généraux ou locaux et par les Français exerçant des professions industrielles, agricoles ou commerciales et qui peuvent comporter des affectations spéciales. Ces listes indiqueront en outre, pour chaque emploi ou profession, les classes des réserves dans lesquelles les affectations peuvent être prononcées. Sur ces listes figureront les fonctionnaires en service outre-mer, même ceux dont la nomination et l'affectation ne relèvent que de l'autorité métropolitaine et ne peuvent être changées sans son autorisation.

Les mêmes hauts fonctionnaires prononcent, après avis conforme de l'autorité militaire, maritime ou aérienne locale, et sauf décision

du ministre de la guerre, de la marine ou de l'air en cas désaccord, les affectations spéciales de toutes les catégories de réservistes figurant sur les listes visées à l'article précédent. Ils organisent dans les mêmes conditions et compte tenu des circonstances locales, le service de surveillance et de contrôle des affectés spéciaux. Les affectations spéciales ainsi prononcées cessent d'être valables lorsque les bénéficiaires quittent le territoire au titre duquel elles ont été accordées.

Toutefois, en ce qui concerne les officiers de la première et de la deuxième réserve et les sous-officiers ou hommes de troupe du service armé appartenant aux « classes jeunes » de la première réserve ainsi que les spécialistes de l'armée de mer et de l'armée de l'air, quelle que soit leur classe de mobilisation, qui résident en Algérie, en Tunisie et au Maroc, les affectations spéciales sont prononcées suivant le cas, par le ministre de la guerre, le ministre de la marine ou le ministre de l'air, en accord avec le ministre sous l'autorité duquel sont placés les territoires dont il s'agit.

Les tableaux d'affectations spéciales établis en exécution du présent article sont immédiatement applicables :

A titre définitif, dans les territoires d'outre-mer autres que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc;

A titre provisoire, dans ces trois derniers pays, sauf approbation du ministre de la guerre, de la marine et de l'air pour leur mise en vigueur définitive.

Art. 10. — Les militaires appartenant aux 1^{re} et 2^e réserves (officiers, sous-officiers, hommes de troupe) appelés à résider provisoirement, et pour une durée inférieure à une année, dans les territoires relevant du département des colonies et qui auraient été classés dans la métropole comme occupant des emplois figurant au titre du ministère de l'air, au tableau 2 (aéronautique civile) et au tableau 3 (compagnies de navigation aérienne) conservent aux colonies le bénéfice dudit classement.

Art. 11. — Les fonctionnaires et agents servant normalement hors de la métropole et qui sont placés en affectation spéciale doivent, s'ils se trouvent en France au moment de la mobilisation, se mettre immédiatement à la disposition du ministre dont ils relèvent; ce dernier décide de leur affectation dans le plus bref délai, d'accord avec le ministre de la défense nationale.

Art. 12. — Les dispositions des articles 1^{er} et 9 sont applicables aux Français résidant à l'étranger; toutefois, aucune affectation spéciale les concernant ne peut être prononcée sans l'avis préalable du ministre des affaires étrangères.

Art. 13. — Les radiations de l'affectation spéciale qui résulteront des nouvelles dispositions prévues aux tableaux ci-annexés seront prononcées dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret.

Art. 14. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret du 17 septembre 1930 ainsi que les décrets des 4 juillet 1933, 16 août 1931 et 28 mai 1936, qui l'ont modifié.

Art. 15. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la marine militaire et le ministre de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 mai 1939.

ALBERT LEBRON,

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER,

Le ministre de la marine militaire,
C. CAMPINCHI,

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

TABLEAUX DES PROFESSIONS OU EMPLOIS POUVANT COMPORTER DES AFFECTATIONS SPÉCIALES JOINTS AU DÉCRET DU 15 MAI 1939

TABLEAU N° 1

CORPS SPÉCIAUX

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées. (La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1 ^{re} et 2 ^e réserves.)
Ministère de l'agriculture.	
Formations de sapeurs forestiers.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (classes intermédiaires).
Ministère des finances.	
Formations du service du Trésor aux armées.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (classes intermédiaires). Service armé, 1 ^{re} réserve (classes jeunes) pour les fonctionnaires remplissant en temps de paix un emploi dans les formations du Trésor aux armées des troupes d'occupation ou des théâtres d'opérations extérieurs (agents personnellement indispensables).
Formation de douaniers (agents du service des douanes).....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve.
Ministère des postes, télégraphes et téléphones.	
a) Service de la poste aux armées:	
Fonctionnaires et agents du service général.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (six plus anciennes classes). Service armé, 1 ^{re} réserve (dix plus jeunes classes) pour les fonctionnaires et agents remplissant en temps de paix un emploi dans les formations du service de la poste aux armées des troupes d'occupation ou des théâtres d'opérations extérieurs (agents personnellement indispensables).
Agents des services de manipulation ou de distribution et de transport des dépêches..	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve, pour les agents remplissant en temps de paix un emploi dans les formations du service de la poste aux armées des troupes d'occupation ou des théâtres d'opérations extérieurs (agents personnellement indispensables).
b) Formations de télégraphie militaire:	
Fonctionnaires et agents du service général; agents manipulateurs du service télégraphique.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (six plus anciennes classes).
Fonctionnaires et agents des services techniques (lignes et installations télégraphiques et téléphoniques); personnel ouvrier des services techniques.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve.
Personnel du service des lignes souterraines à grande distance (Ingénieurs, sous-Ingénieurs, contrôleurs et vérificateurs des installations électromécaniques, conducteurs de travaux, chefs d'équipe, soudeurs et agents).....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (agents personnellement indispensables).
Fonctionnaires et agents spécialisés du service de la vérification du matériel.....	
Ministère des travaux publics.	
Section de chemins de fer de campagne.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve.
Sections d'électriciens de campagne.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (classes intermédiaires). Service armé, 1 ^{re} réserve, classes jeunes (sections d'exploitation frontalière seulement).

TABLEAU N° 2

ADMINISTRATIONS ET GRANDS SERVICES PUBLICS

Professions et emplois pouvant comporter des affectations spéciales d'un à trois mois, dont la prolongation peut être accordée en cas de besoin justifié.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RÉSERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées. (La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1 ^{re} et 2 ^e réserves.)
Présidence de la République.	
Secrétaire général civil, directeur du cabinet.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Petit personnel	Service auxiliaire.
Présidence du conseil.	
Secrétariat général de la présidence du conseil:	
Secrétaire général, chef de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chefs de service en temps de guerre.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux, rédacteurs, agents chargés du service intérieur, commis principaux, commis.	Service auxiliaire.
Service des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle:	
Direction générale des services d'Alsace et de Lorraine:	
Directeur général	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
a) Service central:	
Chef de service, chefs ou sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....	Service auxiliaire.
b) Service de l'instruction publique:	
Chefs de service, chefs ou sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....	Service auxiliaire.
c) Service des cultes:	
Chef du service, sous-chefs de bureau.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Rédacteurs	Service auxiliaire.
Curés, desservants, chapelains des chapelles reconnues, administrateurs, vicaires, pasteurs, pasteurs auxiliaires, pasteurs administrateurs, pasteurs vicaires, grands rabbins, rabbins, secrétaires généraux des évêchés, secrétaire général du directoire de l'église de la confession d'Augsbourg, à Strasbourg.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
d) Service du statut local du personnel et des pensions:	
Chef de service.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Sous-chefs de bureau et rédacteurs.....	Service auxiliaire.
e) Service des assurances sociales:	
4 ^e Office général des assurances sociales d'Alsace et Lorraine:	
Directeur, chefs de bureau ou sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RESERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

2^e Offices supérieurs départementaux des assurances sociales du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle:

Directeurs
Rédacteurs

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

3^e Institut d'assurances sociales invalidité-vieillesse:

Présidents, chefs de service, directeurs et médecins de sanatoria.....
Membres fonctionnaires du comité directeur, rédacteurs et contrôleurs.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

Tribunal administratif d'Alsace et de Lorraine:

Président, commissaire du Gouvernement.....
Conseillers et secrétaire-greffier.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg:

Administrateur et bibliothécaire.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Présidence du Sénat.

Secrétaires généraux de la présidence et de la questure, chefs de service, chefs de service adjoints (à défaut du chef de service), chefs de division, sous-chefs de division (à défaut du chef de division), secrétaires-rédacteurs et sténographes
Secrétaires principaux des services du secrétariat général de la présidence, du service du secrétariat général de la questure et du service de la caisse.....
Typographes nécessaires aux impressions du Sénat
Huissiers et agents de l'Assemblée.....
Conducteurs de travaux.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Présidence de la Chambre des députés.

Secrétaires généraux, chefs de service, chefs de service adjoints (à défaut du chef de service), chefs de division, sous-chefs de division (à défaut du chef de division), secrétaires-rédacteurs et sténographes, secrétaires des services législatifs et administratifs.....
Typographes nécessaires à la composition et au tirage des impressions législatives.....
Commis des services législatifs et administratifs
Agents. — Chefs.....
Huissiers et assimilés. — Conducteurs des travaux de service des bâtiments.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.
Service auxiliaire.

Ministère de la défense nationale et de la guerre.

Administration centrale:

Directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.....
Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....
Agents sur contrat ou collaborateurs scientifiques faisant fonctions d'ingénieurs des travaux d'armement.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.
Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires.)

Ministère de la marine.

Directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.....
Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs, agents comptables.....
Ingénieurs des travaux maritimes (ingénieurs des ponts et chaussées détachés à la marine):

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

A l'administration centrale.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).

Dans les ports.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires). Service armé, 1^{re} réserve (classes jeunes à l'exception des trois plus jeunes

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

Dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Ministère de l'air.

Administration centrale:

Directeurs, directeurs adjoints, sous-directeurs, chef de service, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.
Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux et ordinaires, agents comptables et chef du service intérieur.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Etablissements et services:

Ingénieurs du corps de l'aéronautique.....

Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux aéronautiques de l'Etat.....

Agents sur contrat ou collaborateurs scientifiques faisant fonctions d'ingénieurs du corps de l'aéronautique ou d'ingénieurs des travaux aéronautiques.....

Ingénieurs des travaux immobiliers de l'aéronautique

Ingénieurs des travaux publics de l'Etat détachés

Agents sur contrat ou collaborateurs scientifiques faisant fonctions d'ingénieurs des travaux immobiliers de l'aéronautique, d'ingénieurs des travaux publics de l'Etat ou d'architectes

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).

Agents techniques, agents réceptionnaires.....

Commandants de réseau et de port aérien.....

Commandants et commandants adjoints d'aérodromes

Inspecteurs radioélectriciens principaux et ordinaires

Chef du service administratif, chefs de sections administratives, sous-chefs de section administrative faisant fonctions de chefs de section.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Autres sous-chefs de section administrative.....

Adjoint administratifs principaux et ordinaires

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Office national météorologique:

Directeur, sous-directeurs (à défaut du directeur), chefs et sous-chefs de section technique, météorologistes, ouvriers spécialistes des laboratoires (uniquement personnel indispensable à la sécurité de la navigation).

Personnel spécialiste (technique et ouvrier).....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (toutes classes).Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Ministère des affaires étrangères.

Administration centrale et services annexes:

Personnel des cadres diplomatique et consulaire en fonctions à l'administration centrale.

Fonctionnaires de l'administration centrale proprement dits: directeurs, chefs de service, sous-directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs, archivistes; agent comptable et jurisconsulte....

Chiffreurs

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Services extérieurs:

Personnel des cadres diplomatique et consulaire en fonctions à l'étranger.....

Personnel supérieur des pays de protectorat et territoires sous mandat:

Secrétaire général ou à défaut secrétaire général adjoint, contrôleurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classe, délégués et délégués adjoints.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Président et conseillers à la cour d'appel, procureur général, avocat général et substitut général, président et procureurs trésoriers généraux.

Agents des administrations centrales des chemins de fer tunisiens et marocains résidant à Paris, comptant deux ans de service au moins dans les chemins de fer, à l'exclusion des officiers de réserve qui ne sont pas placés dans la position hors cadres, des réservistes de régiments du génie (service des chemins de fer) et des pilotes aviateurs.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

Sans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Ministère de l'agriculture.

Administration centrale:

Directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Chefs de section, chefs de services techniques, agents spéciaux.....

Autres sous-chefs de bureau.....

Direction de l'agriculture:

Inspecteurs généraux et régionaux de l'agriculture, directeurs départementaux des services agricoles, professeurs d'agriculture adjoints aux directeurs départementaux des services agricoles.....

Directeur de l'Institut national agronomique, des écoles nationales et régionales d'agriculture (vingt-deux titulaires au maximum).....

Autres professeurs d'agriculture, personnel enseignant de l'Institut national agronomique, des écoles nationales d'agriculture, des écoles d'agriculture (directeurs des études, professeurs adjoints, chefs de travaux, préparateurs, répétiteurs, chefs de pratique) et agents comptables des établissements pourvus de la personnalité civile.

Personnel du service de la main-d'œuvre agricole: chefs de service ou à défaut chefs adjoints, contrôleurs principaux et contrôleurs.

Fonctionnaires et agents du service de ravitaillement

Inspecteur général chef du service de l'inspection des associations agricoles et des institutions de crédit.

Autres inspecteurs généraux, inspecteurs généraux adjoints et inspecteurs des associations agricoles et des institutions de crédit.

Inspecteurs généraux, directeurs, chefs de travaux, météorologistes et préparateurs des stations et laboratoires.

Direction des haras:

Inspecteurs généraux, directeurs, sous-directeurs faisant fonctions de directeur en temps de guerre.

Service vétérinaire:

Directeurs, professeurs et chefs de travaux des écoles nationales vétérinaires.....

Inspecteurs généraux des services sanitaires vétérinaires, directeurs départementaux des services sanitaires vétérinaires, vétérinaires, vétérinaires inspecteurs à la frontière.....

Direction générale des eaux et forêts:

Inspecteurs généraux, officiers préposés et commis des eaux et forêts.....

Directeurs et professeurs des écoles forestières

Direction des eaux et du génie rural:

Inspecteurs généraux, ingénieurs en chef, ingénieurs

Ingénieurs des travaux ruraux, adjoints techniques, sous-agents de l'hydraulique agricole, directeurs de stations.

Gardes-pêches, gardes fluviaux du génie rural, agents du cadre secondaire du service hydraulique.

Service de la répression des fraudes:

Inspecteurs généraux, inspecteurs principaux, inspecteurs, directeurs de laboratoires, chefs de travaux et préparateurs des stations et laboratoires.

Caisse nationale de crédit agricole:

Directeur général, contrôleur général, un directeur adjoint.....

Inspecteurs généraux, dont un chef de service de l'inspection, inspecteurs généraux adjoints, chefs de bureau, agent comptable, chefs de section, inspecteurs, inspecteurs adjoints.

Office national interprofessionnel du blé:

Directeur, directeur adjoint faisant fonctions de directeur, chefs de service, inspecteur général chef du service de l'inspection.

Agent comptable, chefs de bureau et inspecteurs généraux adjoints, sous-chefs de bureau et inspecteurs.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (fonctionnaires individuellement indispensables).

Service auxiliaire.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES
dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Ministère des colonies.

a) Administration centrale et services métropolitains du ministère.

Directions et services:

Directeurs et chefs de bureau ou faisant fonctions en temps de guerre.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Agents comptables, bibliothécaires, archivistes, géographe, chiffreurs, chef du service intérieur.	Service auxiliaire.
Inspecteur général, ingénieurs en chef ou principaux, ingénieurs ou ingénieurs adjoints, adjoints techniques principaux et adjoints techniques des travaux publics et des mines. Inspecteur général, ingénieurs en chef, ingénieur du service de la météo.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Chef du service administratif colonial de Paris:	
Ingénieur en chef, ingénieur, sous-ingénieur.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Services administratifs des ports de commerce:	
Chefs de service.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Institut national d'agronomie de la France d'outre-mer:	
Chefs de services techniques, chef du service des bois coloniaux, chef de l'atelier des essais.	Service auxiliaire.

b) Banques coloniales (personnel en service à Paris).

Agence centrale des banques coloniales de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane:	
Directeur	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Fondé de pouvoirs.....	Service auxiliaire.
Banque de l'Indochine, de l'Afrique occidentale française, de Madagascar:	
Directeur ou sous-directeurs faisant fonctions de directeur.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Fondés de pouvoirs, chefs de division, chefs de bureau.....	Service auxiliaire.

Ministère du commerce.

Administration centrale:

Directeurs, directeurs adjoints faisant fonctions de directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chefs de bureau, agents techniques.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Contrôleurs des offices de compensation, conseillers techniques.....	Service auxiliaire.
Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....	
Office national de la propriété industrielle:	
Agents techniques.....	Service auxiliaire.
Expansion commerciale:	
Attachés et agents commerciaux à l'étranger.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (classes intermédiaires).
Secrétaires généraux des attachés et agents commerciaux	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.

Ministère de l'économie nationale.

Services administratifs:

Secrétaire général, chef du service de l'administration générale, chef du service d'observation économique et de la conjoncture, chef du service du Centre national d'organisation scientifique du travail.....	Service auxiliaire.
Secrétaire général du comité national de surveillance des prix.....	
Direction de la statistique générale de la France:	
Directeur ou sous-directeur, chef des services administratifs et du secrétariat.....	Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RESERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.

(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Secrétariat général du conseil national économique:

Chefs de bureau ou sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre, rédacteurs principaux.

Service auxiliaire.

Service du contrôle des marchés administratifs:

Faisant fonctions de chef du service.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Caisse nationale des marchés:

Directeur ou secrétaire général, chef de section.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Agent comptable

Service auxiliaire.

Ministère de l'éducation nationale.

Administration centrale:

Directeur, directeur adjoint faisant fonctions de directeur, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs, chef du service intérieur.....

Service auxiliaire.

Archives nationales:

Directeur et conservateurs, archivistes départementaux, chef du service intérieur.....

Service auxiliaire.

Bibliothèques nationales:

Administrateur général ou, à défaut, secrétaire général.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (les six dernières classes).

Conservateurs et conservateurs adjoints, bibliothécaires, agent comptable et commis de comptabilité, gardien chef et chef surveillant.

Service auxiliaire.

Enseignement supérieur:

Recteurs des académies, doyens des facultés, directeurs ou administrateurs des grands établissements scientifiques et littéraires, professeurs des facultés et des instituts d'université et de faculté, des écoles de plein exercice et des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie, des grands établissements scientifiques et littéraires; directeurs et astronomes des observatoires, directeurs et physiciens des instituts de physique du globe. Directeurs d'études et directeurs adjoints à l'école des hautes études, conservateurs ou bibliothécaires en chef des bibliothèques universitaires.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve. Service armé, 1^{re} réserve (personnel scientifique individuellement indispensable).

Secrétaires des académies, des facultés et des grands établissements scientifiques, chef du secrétariat de l'institut, agents comptables des universités et des grands établissements scientifiques.

Service auxiliaire.

Maîtres de conférences et agrégés des facultés, sous-directeurs de laboratoires au Collège de France et au Muséum.....

Astronomes adjoints des observatoires, physiciens adjoints des instituts de physique du globe, bibliothécaires des bibliothèques universitaires, chefs de travaux, assistants et préparateurs des facultés et des grands établissements scientifiques.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (pour les établissements scientifiques seulement).

Assistants et calculateurs des observatoires et des instituts de physique du globe.....

Agents du cadre spécial des facultés et des grands établissements.....

Service auxiliaire, 2^e réserve.

Commis de comptabilité des universités, facultés et grands établissements.....

Personnel technique des observatoires de météorologie et des instituts de physique du globe.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service central et caisse nationale de la recherche scientifique. — Centre national des recherches scientifiques appliquées:

Directeur du service central, chefs des services techniques, directeurs, maîtres et chargés de recherches, personnel technique spécialisé, collaborateurs scientifiques du centre national; personnel de l'enseignement supérieur affecté au centre national.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve. Service armé, 1^{re} réserve (personnel individuellement indispensable).

Chef du service central et un administrateur.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Chefs et sous-chefs de bureau, rédacteurs, agents comptables.....

Service auxiliaire.

Enseignement secondaire:

Inspecteurs généraux, proviseurs et principaux et professeurs de lycée et de collège.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Economistes et personnel administratif.....

Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

Enseignement primaire supérieur:

Inspecteurs généraux, directeurs, professeurs d'écoles normales primaires et d'écoles primaires supérieures.

Economistes et personnel administratif.....

Enseignement primaire:

Inspecteurs généraux, inspecteurs d'académie, inspecteurs de l'enseignement primaire.....

Secrétaires d'inspection académique, commis de comptabilité, directeur d'école et instituteurs.

Enseignement technique:

Inspecteurs généraux; directeurs, professeurs, agents-comptables et personnel du laboratoire d'essais et des laboratoires du conservatoire des arts et métiers et de l'école centrale des arts et manufactures, chefs de travaux et préparateurs du conservatoire national des arts et métiers.....

Directeurs, sous-directeurs, agents comptables et économistes, professeurs, ingénieurs, professeurs techniques adjoints, professeurs de dessin industriel, chefs des travaux des écoles d'arts et métiers et écoles nationales d'enseignement technique de Sèvres, Roubaix et Strasbourg, des écoles nationales professionnelles et des écoles nationales d'horlogerie...

Directeurs, professeurs, professeurs adjoints des écoles pratiques et des écoles de métiers..

Chefs de travaux, professeurs techniques, professeurs techniques adjoints et professeurs de dessin industriel des écoles pratiques et des écoles de métiers.....

Directeurs et agents-comptables des écoles supérieures de commerce.....

Beaux-arts:

Inspecteurs généraux et architectes en chef des monuments historiques et des bâtiments civils

Directeur ou à défaut sous-directeur de l'école nationale des beaux-arts et de l'école nationale des arts décoratifs.....

Directeur ou à défaut sous-directeur, conservateurs, chef du service de gardiennage et brigadier du matériel des musées nationaux; conservateurs adjoints des musées nationaux chargés de la conservation d'un établissement détaché.....

Chef ouvrier et ouvriers menuisiers (2 agents), chef ouvrier et ouvriers marbriers (5 agents), brigadier-chef et ouvriers du matériel (5 agents), ouvriers permanents des musées nationaux (4 agents).

Administrateur, chef du service des travaux et garde-magasin du mobilier national.....

Ingénieur en chef, ingénieur ordinaire, inspecteurs et sous-inspecteurs du service des eaux de Versailles, Meudon, Marly et Saint-Cloud. Personnel ouvrier spécialisé indispensable (chefs mécaniciens et mécaniciens d'usines élévatoires, chefs fontainiers et fontainiers).

Architecte du Gouvernement pour l'Alsace et la Lorraine.....

Ministère des finances.

Administration centrale:

Secrétaire général, directeurs, caissier payeur central du Trésor public, chefs de service, directeurs adjoints, sous-directeurs, contrôleurs ou à défaut adjoints aux contrôleurs des dépenses engagées, contrôleurs financiers, chefs de bureau.....

Sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux.....

Traducteur de langues étrangères et traducteurs adjoints, rédacteurs, commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité.

Chef des installations électriques et mécaniques, contremaîtres, mécaniciens électriciens, ouvriers mécaniciens, électriciens.

Surveillant, conducteur et ouvriers conducteurs des presses du Grand Livre, ouvriers poinçonneurs.

Cour des comptes:

Avocat général.....

Inspection générale des finances:

Inspecteurs généraux.....

Inspecteurs des finances.....

CLASSES DES RESERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées

(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (pour les techniciens seulement).Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (pour les techniciens seulement).Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Comptables directs du Trésor et personnel des comptables directs:

Trésoriers-payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, inspecteurs des caisses (Alsace-Lorraine).

Percepteurs, chefs des bureaux et premiers fondés de pouvoirs des trésoreries générales..

Chefs de service du Trésor exerçant leurs fonctions dans les trésoreries générales ou, à titre de fondés de pouvoirs dans les recettes des finances et les perceptions (dans les villes de plus de 30.000 habitants).

Administration des contributions directes:

Directeur général, administrateurs (un seul d'entre eux); chefs de bureau, sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux.

Directeurs, inspecteurs rédacteurs principaux et inspecteurs principaux.....

Contrôleurs régionaux et centraux, inspecteurs rédacteurs, inspecteurs, contrôleurs....

Contrôleurs adjoints.....

Commis titulaires principaux et ordinaires.....

Commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité

Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre:

Directeur général, administrateurs (deux), chefs de bureau, sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux.

Directeurs, inspecteurs principaux, conservateurs des hypothèques, receveurs-conservateurs, secrétaires de direction (départements recouvrés), receveurs, receveurs-contrôleurs principaux, receveurs-contrôleurs, inspecteurs, contrôleurs.

Agents du cadre spécial.....

Receveurs-rédacteurs, surnuméraires, commis principaux et commis des directions.....

Commis principaux et ordinaires de l'enregistrement, premiers commis des hypothèques, agents et sous-agents du service mécanique de l'atelier général, timbreurs à l'atelier général.

Administration des contributions indirectes (métropole) et des contributions diverses de l'Algérie:

Directeur général, administrateurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux.

Directeurs et sous-directeurs, inspecteurs principaux et inspecteurs, receveurs principaux et receveurs principaux entreposeurs, receveurs-entreposeurs et receveurs sédentaires, entreposeurs spéciaux des tabacs et des poudres à feu, receveurs ambulants des contributions diverses.

Agents du cadre principal.....

Agents du cadre secondaire.....

Agents des contributions indirectes mis à la disposition du ministre de l'agriculture.....

Commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité

Administration des douanes:

Directeur général, administrateurs (un seul d'entre eux), chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre, rédacteurs principaux.

Autres sous-chefs de bureau.....

Directeurs, sous-directeurs, inspecteurs principaux et inspecteurs, receveurs principaux, contrôleurs en chef, contrôleurs principaux et contrôleurs, commis principaux et commis, receveurs particuliers et receveurs subordonnés.

Contrôleurs-rédacteurs en chef, contrôleurs-rédacteurs principaux et contrôleurs-rédacteurs, vérificateurs principaux et vérificateurs.

Commis principaux et commis d'ordre et de comptabilité

Caisse des dépôts et consignations:

Directeur général, sous-directeurs chargés de la direction d'une division, caissier général, secrétaire général, chefs de division, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre, actuaux et actuaux adjoints.

Autres sous-chefs de bureau.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (six plus anciennes classes à l'exclusion des officiers).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.

(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Agents financiers à l'étranger:

Attachés ou attachés adjoints faisant fonctions d'attachés

Banque de France.

1^o Personnel de la banque centrale:

Gouverneurs et sous-gouverneurs, directeurs de services généraux, directeurs et chefs de services de 1^{re} et 2^e classe, inspecteurs généraux et inspecteurs de 1^{re}, 2^e et 3^e classe....
 Chefs et sous-chefs de division, caissiers, conservateurs

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
 Service armé, 1^{re} réserve (six plus anciennes classes).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.2^o Personnel des succursales et bureaux auxiliaires:

Directeurs des succursales et chefs des bureaux auxiliaires, contrôleurs, contrôleurs adjoints, caissiers, chefs de comptabilité et sous-chefs de service faisant fonctions de chefs de service en temps de guerre.....

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Crédit foncier de France:

Gouverneur, sous-gouverneurs, secrétaire général, chefs de division, sous-chefs de division, chefs de bureau, électriciens et veilleurs pompiers.

Banque de l'Algérie:

Directeur général, sous-directeur général, secrétaire général, caissier principal de la banque, directeurs des succursales, chefs de division, inspecteurs généraux, inspecteurs, adjoints à l'inspection, chefs des bureaux d'encaissement, caissiers principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints, caissiers, chefs de service particuliers, caissiers des paiements, sous-chefs de service faisant fonctions de chefs de service, ingénieur chef de la fabrication des billets, contremaîtres principaux et contremaîtres, ouvriers hors classe et ouvriers chargés de la fabrication des billets.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service des laboratoires:

Chef de service, chimiste en chef, chimiste en chef adjoint, chimistes principaux et chimistes du laboratoire de Paris, aides-essayeurs et employés du service des essais de la garantie de Paris, chimistes en chef, chimistes principaux et chimistes des laboratoires régionaux.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Monnaies et médailles:

Directeur, chefs de service, mécanicien principal, chefs mécaniciens, premiers ouvriers, essayeurs, ouvriers spécialisés.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Imprimerie nationale:

Directeur, chefs de service, sous-chefs de service faisant fonctions de chef de service, ingénieurs, prote principal, protes, sous-protes et assimilés, ouvriers spécialisés.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service de l'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes:

Directeur général, inspecteurs généraux.....
 Ingénieurs en chef.....
 Ingénieurs chargés de la direction d'une manufacture ou d'un service spécial, directeurs de la culture et des magasins, entreposeurs de tabac en feuilles.....
 Contrôleurs principaux et contrôleurs des manufactures, contrôleurs principaux des magasins, inspecteurs de culture.....
 Chefs de bureau, sous-chefs de bureau, rédacteurs principaux, premiers commis, chefs de section des manufactures, chefs d'atelier principaux des magasins.....
 Sous-ingénieurs mécaniciens, chauffeurs, électriciens, forgerons, conducteurs de machines, menuisiers, affûteurs de lames de dérouleuses et de lancettes.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Ministère de l'intérieur.

1^o Administration centrale.

Directeur général, directeurs, directeurs adjoints ou sous-directeurs faisant fonctions de directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

2^o Inspection générale des services administratifs.

Inspecteurs généraux, inspecteurs généraux adjoints, inspecteurs des services administratifs

Service auxiliaire.
 Service armé, 2^e réserve (pour les inspecteurs généraux seulement).

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

3^e Administration préfectorale.

Préfets, sous-préfets, secrétaires généraux.....

Conseillers de préfecture.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

4^e Journaux officiels de la République.

Un directeur ou secrétaire général, chefs de service (chef du matériel, chef de la correspondance, chef des abonnements), directeur de la société ouvrière, metteur en page, chef correcteur, chef de départ, chef conducteur, chef clichéur, chef mécanicien, correcteurs, mécaniciens, opérateurs linotypistes.

Deux secrétaires de la rédaction, agent comptable.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

5^e Service de la sûreté.

Sûreté nationale:

Inspecteurs généraux des services de police de la sûreté nationale, contrôleurs généraux de la sûreté nationale, commissaires divisionnaires de police spéciale ou de police mobile, commissaires centraux de police municipale, commissaires spéciaux, commissaires de police municipale ou de police mobile, inspecteurs de police spéciale ou de police mobile, inspecteurs de police mobile chauffeurs d'automobiles.....
Inspecteurs radiotélégraphistes

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (hommes de toutes classes personnellement indispensables.)

Polices d'Etat:

Directeurs de police d'Etat, commissaires divisionnaires, chefs de districts, commissaires centraux, chefs de service, chefs de la sûreté, commissaires de police et sous-chefs de la sûreté, secrétaires de police, inspecteurs principaux, inspecteurs chefs, inspecteurs sous-chefs, inspecteurs de sûreté, officiers de paix, commandants des gardiens de la paix, brigadiers-chefs, brigadiers et gardiens de la paix.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (hommes de toutes classes, personnellement indispensables).

Polices municipales des villes de plus de 40.000 habitants:

Secrétaires de police, inspecteurs de sûreté, officiers de paix, brigadiers-chefs, brigadiers et gardiens de la paix.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires, agents personnellement indispensables).

6^e Services des préfectures et des sous-préfectures (autres que celles du département de la Seine).

Chefs de division de préfecture et de sous-préfecture, chefs de bureau de préfecture et de sous-préfecture.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.7^e Administrations communales (autres que celles de Paris).

a) Secrétaire général, secrétaire de mairie, chef du bureau militaire (dans les mairies des chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, ainsi que dans celles des communes comptant plus de 20.000 habitants):

Directeurs et chefs de service (dans les villes de plus de 20.000 habitants).....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Maire ou secrétaire de mairie de commune rurale (un seul titulaire de l'un de ces emplois).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire, 2^e réserve. Service armé, 2^e réserve (trois plus anciennes classes, à l'exception des officiers.)

b) Service de police (villes de moins de 40.000 habitants):

Secrétaires de police, inspecteurs de sûreté et agents de police.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

c) Service d'incendie:

Sapeurs-pompiers professionnels casernés. — Sapeurs-pompiers autres que les précédents, dans les chefs-lieux de département, d'arrondissement et de canton, dans les localités qui ont plus de 4.000 habitants ou qui sont centres ou postes de secours-annexes et dans celles dotées de matériel à vapeur, pompes à moteur, auto-pompes et moto-pompes.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires) (agents personnellement indispensables) (seulement dans les zones déterminées par l'autorité militaire).

d) Services techniques de la voie publique: nettoyage et éclairage, eaux, assainissement et incinération des résidus.

Chefs de service et personnel spécialiste indispensable.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

e) Service des abattoirs, inspection des viandes, inspection des marchés, vétérinaire:

Chefs de service

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

f) Service des recettes municipales:

Receveurs municipaux des villes de plus de 20.000 habitants.....

Service auxiliaire.

Receveurs municipaux des villes de plus de 100.000 habitants.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

8^e Administration du département de la Seine et services spéciaux de la ville de Paris.

Directeurs, receveur municipal, sous-directeurs faisant fonctions de directeurs, chefs de service, chefs de bureau, sous-chef de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Secrétaires chefs de bureau des mairies des vingt arrondissements de Paris. — Caissiers....

Autres sous-chefs de bureau

Inspecteurs généraux et inspecteurs généraux adjoints des services de la préfecture. — Commissaires répartiteurs et secrétaires de la commission des contributions directes.....

Inspecteurs généraux chefs des services techniques (voie publique, éclairage, nettoyage, eaux et assainissement, métropolitain, port de Paris), inspecteurs généraux adjoints des services techniques, ingénieur en chef des travaux de Paris.....

Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de la ville de Paris, conducteurs des travaux de Paris, ingénieurs des services techniques des transports en commun, chef du service du laboratoire d'hygiène de la ville de Paris, ingénieurs chimistes du laboratoire d'hygiène, chef du service de surveillance des eaux d'alimentation, sous-chef du service de surveillance des eaux d'alimentation, ingénieur des travaux publics de la ville de Paris attaché au service de surveillance des eaux d'alimentation, ingénieurs chimistes du service de surveillance des eaux d'alimentation, chimistes du même service.

Inspecteur général des services d'hygiène (chefs des services de la désinfection, des ambulances et de la surveillance médicale des sources), contrôleur de la désinfection, chefs de section chargés du contrôle des ambulances, chefs de station du service de la désinfection, chefs surveillants du service de la désinfection, ingénieurs et conducteurs des travaux de Paris (service technique de l'hygiène et de l'habitation).

Inspecteur administratif des écoles primaires supérieures ou professionnelles, inspecteur de l'hygiène et des constructions scolaires, économes des internats municipaux, inspecteurs des perceptions municipales, vérificateurs des perceptions municipales, commis et commis-receveurs des perceptions municipales.

Personnel ouvrier spécialiste indispensable du service de la voie publique, nettoyage et éclairage

Personnel ouvrier spécialiste indispensable au service des eaux et assainissements.....

Assistance publique:

Directeur de l'administration, secrétaire général, receveur, chefs de service, directeurs et économes des hôpitaux et établissements de l'assistance publique de Paris.....

Octroi de Paris:

Directeur de l'administration, chefs de service

Chefs de bureau, inspecteurs du service actif, contrôleurs du service actif, brigadiers, commis ambulants, receveurs, premiers commis des bureaux de recette.

Crédit municipal de Paris:

Directeur de l'administration, secrétaire général, chefs de service, chefs de bureau, sous-chefs de bureau, magasiniers-chefs, brigadiers-chefs.

9^e Préfecture de police.

Administration centrale:

Directeurs, directeurs adjoints, sous-directeurs, chef de service, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Autres sous-chefs de bureau.....

Personnel technique et de surveillance indispensable au contrôle des denrées alimentaires dans la région parisienne (directeur, chef de travaux, sous-chef technique et chimistes aux laboratoires municipal de chimie et laboratoire de toxicologie, directeur, vétérinaire et inspecteurs du service vétérinaire sanitaire).

Personnel technique indispensable pour assurer l'inspection des établissements classés dans le département de la Seine.

Personnel ouvrier spécialisé indispensable au fonctionnement des appareils électriques et mécaniques de la préfecture de police et des services annexes:

Administration centrale, service de la défense passive.....

Maison départementale de Nanterre, maison de retraite de Villers-Cotterêts.....

Police municipale et suburbaine:

Directeurs, directeurs adjoints, sous-directeurs, commissaires divisionnaires, commissaires d'arrondissement, sous-chefs techniques et administratifs, secrétaires de commissariat affectés à la direction, officiers de paix.

Inspecteurs principaux, brigadiers-chefs, brigadiers, gardiens de la paix de la ville de Paris et des communes suburbaines.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (agents personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (agents personnellement indispensables).

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (agents personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (agents personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (cinq plus anciennes classes).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (cinq plus anciennes classes).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve (cinq plus anciennes classes). Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve. Service armé, 1^{re} réserve (hommes personnellement indispensables).

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Direction de la police judiciaire, direction des renseignements généraux et des jeux, inspection générale des services. — Service de surveillance et de protection des indigènes nord-africains:

Directeurs, inspecteur général des services, directeurs adjoints, sous-directeurs, commissaires de police et secrétaires de commissariat affectés à ces organes, chef du service de l'identité judiciaire, sous-chefs techniques et administratifs, contrôleur et sous-chef du service de surveillance des indigènes nord-africains.

Inspecteurs principaux, brigadiers-chefs, brigadiers et inspecteurs.....

Commissariats de quartier (Paris) et des communes de la Seine, services spéciaux (délégations), tribunal de simple police, Bourse, halles centrales et services des fraudes:

Commissaires de police et inspecteurs.....

Secrétaires

10^e Algérie.

a) Administration préfectorale:

Secrétaire général du gouvernement général, inspecteurs généraux, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux.

Conseillers de préfecture.....

b) Personnel supérieur en service en Algérie:

Magistrats, recteur, vice-recteur, inspecteurs d'académie, professeurs titulaires de facultés, trésorier général, payeurs principaux.....

Directeurs des contributions directes, directeurs de l'enregistrement, directeurs des contributions diverses, directeur des douanes, directeur des tabacs, directeur des postes et télégraphes, conservateurs des eaux et forêts, inspecteurs généraux des ponts et chaussées, contrôleur général de l'exploitation commerciale des chemins de fer, contrôleur ou contrôleur adjoint des dépenses engagées.....

Ministère de la justice.

Administration centrale:

Directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau....

Autres sous-chefs de bureau.....

Conseil d'Etat:

Commissaires du Gouvernement (deux) et commissaire adjoint (un), de la section du contentieux.

Secrétaire du contentieux et trois secrétaires adjoints du contentieux.....

Tous autres emplois et fonctions du conseil d'Etat

Cour de cassation:

Avocats généraux de la cour de cassation.....

Cour d'appel:

1^{er} Siège:

Premiers présidents.....

Présidents de chambre, vice-présidents de chambre (Paris), conseillers, greffiers en chef, commis-greffiers rétribués par l'Etat.

2^e Parquet:

Procureurs généraux.....

Avocats généraux, substituts généraux, secrétaires en chef du parquet de la cour d'appel

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (hommes personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (hommes personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve, classes intermédiaires (hommes personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire, 2^e réserve. Service armé 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réservé.
Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Tribunal de première instance de la Seine:	
1 ^o Siège:	
Président	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Vice-présidents, présidents de section, juges ou juges d'instruction, greffier, commis greffier rétribués par l'Etat.....	Service auxiliaire.
2 ^o Parquet:	
Procureur de la République.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Substituts, secrétaires.....	Service auxiliaire.
Tribunaux de 1 ^{re} classe:	
1 ^o Siège:	
Présidents	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Vice-présidents, juges, greffiers, commis greffiers rétribués par l'Etat.....	Service auxiliaire.
2 ^o Parquet:	
Procureurs de la République.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Substituts	Service auxiliaire.
Tribunaux de 2 ^e classe:	
1 ^o Siège:	
Président, vice-présidents, juges, greffiers.....	
2 ^o Parquet:	Service auxiliaire.
Procureur de la République.....	
Tribunaux de 3 ^e classe:	
1 ^o Siège:	
Présidents, juges, greffiers.....	
2 ^o Parquet:	Service auxiliaire.
Procureurs de la République.....	
Justice de paix:	
Juges de paix de Paris, juges de paix hors classe, juges de paix de 1 ^{re} et de 2 ^e classe....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Juges de paix de 3 ^e classe (dans les chefs-lieux judiciaires et administratifs); greffiers..	Service auxiliaire.
Administration pénitentiaire:	
Directeurs, sous-directeurs, premiers maîtres, moniteurs des établissements pénitentiaires, ingénieurs, chefs d'atelier et sous-chefs d'atelier des ateliers pénitentiaires.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Economes, greffiers-comptables, commis des établissements pénitentiaires.....	Service auxiliaire.
Surveillants-chefs, premiers surveillants, surveillants, commis greffiers.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Surveillants-chauffeurs	Service auxiliaire.
Ministère de la marine marchande.	
Administration centrale:	
Directeurs, sous-directeurs faisant fonctions de directeur, chefs de bureau et sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....	Service auxiliaire.
Directeurs et chefs de service de la direction des transports maritimes en temps de guerre (service central, services aux colonies, dans les pays de protectorat ou à l'étranger), désignés parmi le personnel des maisons d'armement ou d'affrètement maritime et parmi les courtiers ou anciens courtiers maritimes.	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Services extérieurs (personnel autre que celui des inscrits):

Chefs de section de l'inscription maritime; syndics des gens de mer, gardes maritimes....
Agents administratifs, commis et employés de bureau de l'inscription maritime.....
Inspecteurs des pêches, patrons, matelots, mécaniciens et chauffeurs armant les bateaux
garde-pêches, inspecteurs de la navigation et du travail maritime et inspecteurs mécani-
ciens de la marine marchande.....
Trésoriers des invalides de la marine.....
Directeurs, adjoints, chefs de service à la direction d'un service local des transports mari-
times dans les ports métropolitains ou algériens, désignés parmi le personnel des maisons
d'armement ou d'affrètement maritime et parmi les courtiers ou anciens courtiers ma-
ritimes

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service auxiliaire.

Office scientifique et technique des pêches maritimes:

Services centraux:

Directeur, inspecteur général du contrôle sanitaire, chef du laboratoire de Paris, secrétaire
administratif et agent comptable.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve
(cinq plus anciennes classes).

Services extérieurs:

Chefs de laboratoire.....
Inspecteurs régionaux.....

Service auxiliaire.

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Administration centrale et services extérieurs:

Fonctionnaires et agents du service général
Agents des services de manipulation, de distribution et de transport des dépêches:
Facteurs-receveurs, agents principaux de surveillance, agents manipulateurs du service
télégraphique
Autres agents
Agents du service des lignes et des installations téléphoniques, personnel ouvrier des
services techniques.....
Agents spécialisés desservant les appareils télégraphiques rapides.....
Contrôleurs et vérificateurs des installations électromécanique affectés à l'entretien de
ces appareils.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Services radioélectriques:

Personnel radiotélégraphiste
Personnel des services techniques radioélectriques

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermé-
diaires).

Services de la téléphonie automatique:

Ingénieurs, sous-ingénieurs, contrôleurs et vérificateurs des installations électromécaniques.

Services des lignes souterraines à grande distance:

Ingénieurs, sous-ingénieurs, contrôleurs et vérificateurs des installations électromécaniques,
conducteurs de travaux, chefs d'équipe, soudeurs et agents des lignes souterraines à
grande distance.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermé-
diaires). Service armé, 1^{re} réserve (classes
jeunes, hommes personnellement indispen-
sables).

Service des câbles sous-marins:

Personnel spécialisé des navires câbliers
Personnel spécialisé du service des câbles sous-marins

Service de la vérification du matériel:

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées
(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Ministère des anciens combattants et pensionnés

(y compris l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation).

Administration centrale:

Directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....

Service auxiliaire.

Ministère de la santé publique.

Administration centrale:

Directeurs, directeur adjoint faisant fonctions de directeur, sous-directeur.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.....

Service auxiliaire.

Autres sous-chefs de bureau.....

Service auxiliaire.

Inspecteurs généraux techniques et inspecteurs généraux de l'enfance.....

Inspecteurs départementaux de l'assistance publique.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Médecins directeurs et médecins chefs des hôpitaux psychiatriques.....

Service auxiliaire.

Médecins directeurs et médecins adjoints des sanatoria publics.....

Directeurs des circonscriptions sanitaires maritimes, médecins de la santé.....

Inspecteurs départementaux et directeurs municipaux d'hygiène des villes de plus de 50.000 habitants (à l'exception du département de la Seine et de la ville de Paris).....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Personnel d'exécution du service sanitaire maritime.....

Service auxiliaire.

Infirmiers des asiles d'aliénés.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).

Service médical à la population civile non hospitalisée (médecins, à l'exclusion des chirurgiens).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Pharmaciens et dentistes.....

Service auxiliaire.

Personnel spécialiste indispensable des services municipaux d'hygiène des villes de plus de 50.000 habitants (à l'exception du département de la Seine et de la ville de Paris).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve
(agents personnellement indispensables).

Ministère des travaux publics.

Administration centrale:

Directeurs, inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines, sous-directeurs faisant fonctions de directeurs, chefs de bureau, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Autres sous-chefs de bureau et rédacteurs.....

Service auxiliaire.

Directions des carburants:

Ingénieur en chef chargé de la direction des services techniques, ingénieurs techniques.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Directeurs des services locaux, chefs de services.....

Service des voies navigables, des ports maritimes et des phares et balises:

Services centraux de la direction des transports (voies navigables et ports maritimes), office national de la navigation, service central des phares et balises, service spécial des hydrocarbures:

Ingénieurs en chef des ponts et chaussées (chargés d'un service de navigation, d'un service maritime, d'un service de phares et de balises ou directeurs de port); ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées adjoints à l'ingénieur en chef d'un service maritime, de navigation et des phares et balises, ou chefs d'exploitation des ports maritimes, ou chargés d'un arrondissement maritime ou de navigation; ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées); adjoints techniques des ponts et chaussées; chefs et inspecteurs principaux de l'exploitation des ports, non recrutés dans le personnel ci-dessus.....

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires) (pour les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées seulement).

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS

Service ordinaire des départements. — Service central d'études techniques:

Ingénieurs en chef des ponts et chaussées, chefs du service ordinaire des départements, ingénieurs en chef des ponts et chaussées, ingénieurs en chef du service vicinal, ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, ingénieurs principaux du service vicinal, ingénieurs des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées), adjoints techniques des ponts et chaussées, ingénieurs et ingénieurs adjoints du service vicinal, cantonniers.

Service des chemins de fer:

Service du contrôle de l'Etat, ingénieurs et personnel technique attachés au service du contrôle des chemins de fer.

Agents de la Société nationale des chemins de fer, des réseaux de l'Algérie et de la Corse, agents des réseaux secondaires d'intérêt général et des voies ferrées d'intérêt local comptant deux ans de service au moins dans les chemins de fer, à l'exception des officiers de réserve qui ne sont pas placés dans la position hors cadres, des réservistes des régiments du génie (service des chemins de fer) et des pilotes aviateurs:

1^{re} catégorie:

a) Personnel de direction, d'inspection et de contrôle; b) agents du mouvement; c) agents chargés de la conduite des engins de traction, de l'entretien et de la réparation du matériel roulant; d) agents chargés de l'entretien et de la réparation des voies, des appareils de signalisation et des installations fixes.

2^e catégorie:

a) Agents de manutention; b) manœuvres non spécialisés; c) agents des bureaux administratifs.

Personnel conducteur indispensable des services publics de transport par automobiles et, à titre exceptionnel, de certains réseaux de tramways urbains.

Autre personnel d'exploitation.....

Direction de l'électricité:

Ingénieurs de l'Etat chargés des travaux neufs et, éventuellement, de leur contrôle.....

Ingénieurs de l'Etat chargés du contrôle des entreprises de production, transport et distribution d'électricité.

Service des mines:

Inspecteurs généraux, ingénieurs en chef, ingénieurs ordinaires du corps des mines.....

Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat (service des mines) et adjoints techniques du service des mines.

Chefs de service et sous-chefs de service des organismes s'occupant de production, d'importation ou de vente des substances minérales, assimilés aux ingénieurs des mines.

Ministère du travail.

Administration centrale:

Directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints faisant fonctions de directeurs, sous-directeurs, chefs de bureau, actuels contrôleurs et actuels contrôleurs adjoints, sous-chefs de bureau faisant fonctions de chef de bureau en temps de guerre, caissier-payeur.

Autres sous-chefs de bureau, rédacteurs, vérificateurs, traducteur.....

Contrôle des assurances privées:

Commissaires-contrôleurs principaux

Commissaires-contrôleurs

Commissaires-contrôleurs adjoints

CLASSES DES RÉSERVES

dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées.

(La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1^{re} et 2^e réserves.)

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires en ce qui concerne les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées seulement).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve;

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (toutes classes).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve;

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires) (seulement pour les ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées individuellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.
Service armé, 1^{re} réserve (classes intermédiaires). Service armé, 1^{re} réserve (classes jeunes) (hommes personnellement indispensables).

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

Service auxiliaire. Service armé, 2^e réserve.

Service auxiliaire.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RESERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées. (La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1 ^{re} et 2 ^e réserves.)
Inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre:	
Inspecteur général du travail, inspecteurs divisionnaires du travail et de la main-d'œuvre, inspecteurs du travail et inspecteurs adjoints, contrôleurs régionaux des services de la main-d'œuvre	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Directeurs des offices départementaux de placement dans les villes de plus de 50.000 habitants	
Préposés principaux de ces offices et de leurs sections.....	Service auxiliaire.
Inspecteurs du travail chargés de la mobilisation de la main-d'œuvre.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve. Service armé, 1 ^{re} réserve (classes intermédiaires).
Assurances sociales:	
a) Contrôle:	
Contrôleurs	
b) Services régionaux:	
Personnel de direction: directeurs.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Personnel de l'inspection: inspecteurs, directeurs, chefs de section chargés des fonctions d'inspecteur, rédacteurs, vérificateurs chargés des fonctions d'inspecteur.	Service auxiliaire.
c) Caisses départementales d'assurances sociales:	
Directeurs (dans les villes de plus de 200.000 habitants).....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Agents comptables	
Caisse générale de garantie:	
Directeur général, chefs de bureau.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.
Chef de la régie immobilière, sous-chefs de bureau, agent comptable, caissier, rédacteurs..	Service auxiliaire.

TABLEAU N° 2 bis

ADMINISTRATIONS ET GRANDS SERVICES PUBLICS

Professions et emplois pouvant comporter des affectations spéciales de durée maximum de trente jours, non renouvelables.

NATURE DES PROFESSIONS OU EMPLOIS	CLASSES DES RESERVES dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées (La mention « service auxiliaire », sans autre indication, s'applique aux 1 ^{re} et 2 ^e réserves.)
Présidence du conseil.	
Secrétariat général de la présidence du conseil:	
Rédacteurs principaux, agents chargés du service intérieur.....	Service armé, 2 ^e réserve.
Présidence de la chambre des députés.	
Commis des services législatifs et administratifs.....	Service armé, 2 ^e réserve.
Agents-chefs	
Ministère de l'air.	
Etablissements et services:	
Gardiens des aérodromes d'Etat.....	Service auxiliaire. Service armé, 2 ^e réserve.